



Glisy, le 03 octobre 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
44, rue Alexandre Dumas  
80094 AMIENS Cedex 3  
Tél : 03 22 33 66 00 – Fax : 03 22 33 66 22  
Site internet : [www.picardie.drivre.gouv.fr](http://www.picardie.drivre.gouv.fr)

**Subdivision 1 de la SOMME**

RN 29, 80440 GLISY  
Tél.03.22.38.32.00 – Fax. 03.22.38.32.01

- OBJET :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE à ROYE  
Projet EUROPAC - Demande d'autorisation d'exploiter une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre
- REFER :** Code de l'Environnement – Livres V des parties Législative et Réglementaire  
Transmissions DCSDD/BEDD/CF n°1985/0010 des services préfectoraux en dates des 26 mars et 24 juillet 2007 (dossiers et compléments), du 12 novembre 2007 (retour d'enquête) puis des 7 juillet et 21 août 2008 (compléments de dossier)
- P. J. :** Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et  
Technologiques**

Par transmissions citées en référence, les services préfectoraux nous ont adressé les dossiers d'enquête publique et de consultation administrative relatifs à la demande d'autorisation sollicitée par la S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE pour l'exploitation d'une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre sur le territoire de la commune de ROYE.

L'objet du présent rapport consiste à exposer le projet de la société requérante, à analyser les observations émises au cours des enquêtes publique et administrative ainsi qu'à inviter la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques à se prononcer sur le projet d'arrêté préfectoral destiné à réglementer les installations concernées.

## 1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### 1.1. Identification

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| ⇒ <u>Raison sociale</u> :           | SAINT LOUIS SUCRE                                  |
| ⇒ <u>Forme juridique</u> :          | S.N.C. au capital de 4 356 460 €                   |
| ⇒ <u>Siège social</u> :             | 23-25, Avenue Franklin D. Roosevelt<br>75008 PARIS |
| ⇒ <u>Adresse du site</u> :          | 55, Avenue du Général de Gaulle<br>80700 ROYE      |
| ⇒ <u>Téléphone – Fax</u> :          | 03.22.87.74.00 – 03.22.87.74.27                    |
| ⇒ <u>Code APE</u> :                 | 158 H  |
| ⇒ <u>N° SIRET</u> :                 | 351 595 418 000 69                                 |
| ⇒ <u>Signataire de la demande</u> : |  |
| ⇒ <u>Suivi du dossier</u> :         |  |
| ⇒ <u>Activité</u> :                 | Stockage, tamisage et conditionnement de sucre     |
| ⇒ <u>Rythme de fonctionnement</u> : | En trois postes de 8h du lundi 5h00 au samedi 5h00 |
| ⇒ <u>Nombre d'employés</u> :        | 180 personnes                                      |

### 1.2. Situation administrative actuelle et objet de la demande

Productrice de sucre de betteraves et de canne, la société SAINT LOUIS SUCRE est spécialisée dans les articles « goût sucré ». Ses activités se développent également dans le domaine de production d'alcool. Fondé en 1831 puis reconstruit en 1920, l'établissement de ROYE est le plus ancien du groupe. Outre la sucrerie, le site comprend également un complexe de stockage et d'expédition de produit fini en vrac.

La S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE à ROYE a été autorisée :

- ⇒ **par arrêté préfectoral en date du 16 janvier 1985 modifié les 26 octobre 1994 et 17 mars 1997**, à exploiter une sucrerie de betteraves,
- ⇒ **par arrêté préfectoral en date du 16 août 1995 complété le 27 septembre 1995**, à aménager un bassin de stockage de terres et eaux terreuses issues du fonctionnement de la sucrerie sur le territoire des communes de CARREPUIS, GRUNY et ROYE,
- ⇒ **par arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2002**, à procéder à l'utilisation des eaux décantées et lagunées issues de la sucrerie à des fins de fertilisation.

Dénommé EUROPAC, le présent projet s'inscrit dans une démarche stratégique globale du groupe SAINT LOUIS SUCRE et doit lui permettre de faire face aux exigences de ses clients ainsi que d'étendre sa position sur le marché sucrier.

Dans ce cadre, le pétitionnaire envisage la création sur le site de ROYE :

- ⇒ d'un silo de sucre vrac d'une contenance de 47 000 m<sup>3</sup> permettant de doubler la capacité de stockage de l'établissement,
- ⇒ d'une tour de tamisage et de fabrication de sucre glace,
- ⇒ d'un atelier de conditionnement.

Les aménagements précités seront implantés en face de la sucrerie actuelle dont ils seront séparés par l'Avenue du Général de Gaulle (RD 4221). La liaison entre les deux entités sera assurée par une passerelle aérienne surplombant la route départementale et permettant l'acheminement du sucre. Les installations existantes, quant à elles, ne subiront aucune évolution hormis la construction d'une nouvelle tour de manutention sur les silos plats.

Les différentes évolutions ci-dessus évoquées constituent une modification des activités susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier ayant abouti à l'autorisation accordée par arrêté du 16 janvier 1985. Ces changements sont par ailleurs de nature à engendrer des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Notamment, l'exploitation d'un nouveau silo ainsi que d'un entrepôt peut être à l'origine d'incidents dont il convient de caractériser la nature, la probabilité d'occurrence et la gravité.

Conformément aux termes de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977, la société SAINT LOUIS SUCRE a déposé en préfecture une demande visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une nouvelle unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre.

### 1.3. Capacités techniques et financières

La société SAINT LOUIS SUCRE emploie plus de 3 000 personnes réparties sur une quinzaine de sites. Elle représente le deuxième groupe sucrier français et compte, sur le territoire national, cinq sucreries, une raffinerie, trois ateliers de conditionnement, trois ateliers de sucre liquide et une distillerie. Filiale de la société allemande SUDZUCKER depuis 2001, elle est également implantée en Pologne et en Europe Centrale.

La S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE est certifiée selon la norme ISO 9001 pour l'ensemble de ses sites de production. En outre, elle dispose des synergies mises en œuvre au sein du groupe SUDZUCKER afin de profiter des retours d'expérience tant au niveau technique qu'économique.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires, le résultat net ainsi que les investissements réalisés par la société SAINT LOUIS SUCRE au cours des campagnes 2003 à 2005 :

| Montant (en k€)        | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre d'affaire H.T. | 974 937   | 1 079 944 | 1 080 209 |
| Résultat net           | 106 653   | 103 632   | 71 634    |
| Investissements totaux | 36 000    | 42 343    | 51 421    |

## 2. CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Les activités et installations faisant l'objet de la présente demande d'autorisation sont visées par les rubriques suivantes :

| (1) | Rubrique | Capacité totale        | Régime (2) | Libellé simplifié   | Détail des installations ou activités concernées par la demande   |
|-----|----------|------------------------|------------|---|---|
| E   | 2160.1-a | 101 890 m <sup>3</sup> | A          | Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>Deux silos plats (magasins 3 et 4) présentant une même capacité nominale de 25 000 m<sup>3</sup></li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un silo vertical de 47 000 m<sup>3</sup></li> <li>- deux boisseaux de chargement vrac de 35 m<sup>3</sup> chaque</li> <li>- 22 cellules de fractions dans la tour de tamisage pour un volume total de 4 400 m<sup>3</sup></li> <li>- des trémies d'alimentation dans l'atelier de conditionnement pour une capacité globale de 420 m<sup>3</sup></li> </ul> </li> </ul> <p>Soit un volume total de stockage de <b>101 890 m<sup>3</sup></b></p> |

|   |                 |                     |    |   |   |
|---|-----------------|---------------------|----|---|---|
| E | 2260.1          | 8 823 kW            | A  | Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration de substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2225 (sucrierie), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La puissance des équipements destinés au traitement du sucre s'élève à 223 kW</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Les machines fixes participant au tamisage, à la fabrication de sucre glace et au conditionnement développent une puissance de 8 800 kW</li> </ul> <p>Soit une puissance totale de <b>8 823 kW</b></p>  |
| E | 2910.A-1        | 135,73 MW           | A  | Installations de combustion, lorsqu'elles consomment exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel et du fioul domestique, la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure ou égale à 20 MW   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La puissance de la chaufferie atteint 120,43 MW</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 15 MW</li> <li>- deux moteurs diesel pour l'alimentation du sprinklage et du réseau de défense incendie d'une puissance cumulée de 300 kW</li> </ul> </li> </ul> <p>Soit une puissance totale de <b>135,73 MW</b></p> |
| E | 2920.2-a        | 840 kW              | A  | Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La puissance des équipements de compression et réfrigération s'élève à 180 kW</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des installations de production d'air comprimé d'une puissance de 300 kW</li> <li>- une installation de production de froid d'une puissance de 360 kW</li> </ul> </li> </ul> <p>Soit une puissance totale de <b>840 kW</b></p>                                 |
| N | 2940.2-a        | 105 kg/j            | A  | Application, séchage de colle sur support quelconque, lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé, la quantité maximale de produit utilisé étant supérieure à 100 kg/j  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Création dans le cadre du projet EUROPAC :</i><br/>Application de 210 kg/j de colle vinylique liquide contenant moins de 10 % de solvant</li> </ul> <p>Soit une quantité équivalente de colle utilisée égale à <b>105 kg/j</b></p>  |
| E | 1432.2-b (1430) | 13,6 m <sup>3</sup> | DC | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La capacité totale équivalente déjà stockée s'élève à 12,95 m<sup>3</sup></li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réservoir de gasoil de 3 m<sup>3</sup></li> <li>- 50 litres de solvants</li> </ul> </li> </ul> <p>Soit un volume total équivalent de <b>13,6 m<sup>3</sup></b></p>  |

|   |        |                       |    |   |  |
|---|--------|-----------------------|----|---|--|
| N | 1510.2 | 37 375 m <sup>3</sup> | DC | Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieure ou égale à 50 000 m <sup>3</sup>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Création dans le cadre du projet EUROPAC :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une zone d'entreposage de sucre en big-bags de 1 275 m<sup>3</sup> dans le hall d'expédition,</li> <li>- deux cellules réservées aux matières premières et emballages de volumes respectifs 13 099 m<sup>3</sup> (magasin Est) et 5 899 m<sup>3</sup> (magasin Ouest)</li> <li>- d'une cellule dédiée aux palettes et intercalaires de 17 102 m<sup>3</sup></li> </ul> </li> </ul> <p>Soit un volume total de stockage de <b>37 375 m<sup>3</sup></b></p> <p>Sont stockées sur le site 200 tonnes de sucre en big-bags et 2 000 tonnes de matières premières, emballages ou palettes.</p> <p>Soit une quantité de matières combustibles de <b>2 200 tonnes</b></p> |
| E | 2560.2 | 70 kW                 | D  | Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La puissance cumulée des diverses machines de travail des métaux s'élève à 50 kW</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Un atelier de maintenance disposant de machines dont la puissance totale atteint 20 kW</li> </ul> <p>Soit une puissance totale de <b>70 kW</b></p>  |
| E | 2925   | > 58 kW               | D  | Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La puissance de charge est supérieure à 10 kW</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Deux zones dédiées à la charge des chariots de manutention mettant en œuvre une puissance disponible de 48 kW</li> </ul> <p>La puissance de courant continu utilisable pour la charge est <b>supérieure à 58 kW</b></p>  |
| E | 1220   | 0,15 t                | NC | Stockage ou emploi d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 2 t   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La quantité d'oxygène stockée s'élève à 100 kg</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Un stockage de 50 kg d'oxygène en bouteilles</li> </ul> <p>Soit une quantité totale entreposée de <b>150 kg</b></p>   |
| E | 1412   | 0,7 t                 | NC | Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 6 t  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La quantité propane stockée s'élève à 501 kg</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Un stockage de 200 kg de propane en bouteilles</li> </ul> <p>Soit une quantité totale entreposée de <b>701 kg</b></p>   |
| E | 1418   | 89 kg                 | NC | Stockage ou emploi d'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 100 kg  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Au niveau de la sucrerie actuelle :</i><br/>La quantité d'acétylène stockée s'élève à 49 kg</li> <li>• <i>Extension due au projet EUROPAC :</i><br/>Un stockage de 40 kg d'acétylène en bouteilles</li> </ul> <p>Soit une quantité totale entreposée de <b>89 kg</b></p>   |

|   |        |                    |    |  |   |
|---|--------|--------------------|----|--|---|
| N | 2661.1 | 0,21 t             | NC | Transformation de matières plastiques, élastomères, résines et adhésifs synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression, la quantité de matières susceptible d'être traitée étant inférieure à 1 t/j | <ul style="list-style-type: none"> <li>Création dans le cadre du projet EUROPAC : Utilisation de <b>210 kg/j</b> de thermo-colle, le polymère étant fondu pour application</li> </ul> |
| N | 2663.1 | 100 m <sup>3</sup> | NC | Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, à l'état alvéolaire ou expansé tel que mousse de polystyrène, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 200 m <sup>3</sup>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Création dans le cadre du projet EUROPAC : Stockage de <b>100 m<sup>3</sup></b> d'emballages en polystyrène</li> </ul>                         |
| N | 2663.2 | 800 m <sup>3</sup> | NC | Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, à l'état autre qu'alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Création dans le cadre du projet EUROPAC : Stockage de <b>800 m<sup>3</sup></b> de film polyéthylène et d'emballages plastiques</li> </ul>     |

(1) Situation : N = Nouveau – E = extension

(2) Régime : A = Autorisation – D = Déclaration – DC = Déclaration avec Contrôle – NC = Non Classé

### 3. ENQUETE PUBLIQUE

Ordonnée par arrêté préfectoral du 10 août 2007, l'enquête publique s'est déroulée du 10 septembre au 10 octobre 2007. Elle concernait les communes de ROYE, CARREPUIS, CHAMPIEN, FRESNOY-LES-ROYE, GOYENCOURT, GRUNY, LAUCOURT, ROIGLISE, SAINT-MARD, VERPILLIERES et VILLERS-LES-ROYE. Le commissaire enquêteur désigné par la tribunal administratif d'AMIENS était M..

#### 3.1. Avis exprimés au cours de l'enquête publique

Au cours de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a reçu deux visites.

Madame, maire de GRUNY, a pris connaissance de la teneur du dossier déposé par la société SAINT LOUIS SUCRE.

Monsieur, maire de SAINT-MARD, a formulé une remarque à propos des difficultés de la station d'épuration communale de ROYE qui, selon ses dires, sature en cas de forte pluie et transforme alors la rivière AVRE en « tout à l'égout ».

#### 3.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur propose de donner une suite favorable à la sollicitation du pétitionnaire visant à obtenir l'autorisation d'exploiter, sur le territoire de la commune de ROYE, une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre.

#### 3.3. Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de la commune de SAINT-MARD émet un avis favorable quant à la demande d'autorisation sollicitée par la société SAINT LOUIS SUCRE.

Les délibérations des conseils municipaux de ROYE, CARREPUIS, CHAMPIEN, FRESNOY-LES-ROYE, GOYENCOURT, GRUNY, LAUCOURT, ROIGLISE, VERPILLIERES et VILLERS-LES-ROYE ne nous sont pas parvenues à la date de clôture du présent rapport.

### **3.4. Réponse du pétitionnaire à la remarques formulée lors de l'enquête publique**

Dans un mémoire en réponse daté du 23 octobre 2007, la société SAINT LOUIS SUCRE s'est attachée à apporter les justifications satisfaisant à l'observation émise pendant l'enquête publique.

Le pétitionnaire y précise tout d'abord que les rejets aqueux raccordés au réseau d'assainissement public seront constitués des eaux sanitaires, des eaux de purge de la chaudière ainsi que des effluents provenant du lavage des sols. Leur débit journalier sera faible puisque de l'ordre de 5 à 6 m<sup>3</sup>. Une convention de rejet sera élaborée avec la ville de ROYE, exploitant du réseau.

Il affirme également que les eaux pluviales collectées sur le site n'alimenteront pas la station d'épuration communale. Elles seront envoyées dans un bassin d'infiltration de 3 000 m<sup>3</sup> implanté sur les terrains d'emprise de la sucrerie. Les eaux d'extinction incendie seront quant à elles confinées dans un bassin étanche de 2 300 m<sup>3</sup>.

### **3.5. Avis des services**

- La Mission Inter Services de l'Eau :

Le responsable de la MISE émet **un avis favorable** à la demande formulée par la société SAINT LOUIS SUCRE.

- Le Bureau Interministériel Régional de la Défense et de la Sécurité Civile :

Sous réserve de l'avis de la DDE sur la passerelle surplombant la route départementale 4421, le Chef du Bureau Interministériel Régional de la Défense et de la Sécurité Civile stipule qu'il n'a aucune remarque particulière à formuler.

Il demande par ailleurs que l'exploitant lui transmette un exemplaire de son Plan d'Opération Interne réactualisé.

- L'Agence de l'Eau :

Le responsable du service « Milieux Aquatiques » signale qu'au vu de la superficie imperméabilisée que présente le site industriel, il convient de disposer de volumes de stockage suffisants pour faire face aux pluies d'orage et de gérer les bassins de sorte qu'ils soient en permanence efficaces. Faute de quoi, il précise que le réseau de la collectivité risquerait d'être noyé ainsi que la station d'épuration.

Les remarques ci avant ont été transmises à l'exploitant le 21 février 2008.

- La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :

Le Directeur Départemental émet un **avis favorable** au projet du pétitionnaire sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

- ⇒ Des niveaux sonores importants sont relevés au point 1. Il semble y avoir, pour les installations existantes, un dépassement des valeurs nocturnes autorisées en limite de propriété. Si tel est le cas, des mesures correctives doivent être apportées.
- ⇒ Une étude de bruit devra être réalisée suite à la mise en service de l'unité EUROPAC. Elle sera transmise à la DDASS.
- ⇒ Les volumes des différents bacs de rétention devront être conformes aux normes en vigueur.

Par envoi du 12 novembre 2007, nous avons transmis à l'industriel les observations formulées par la DDASS.

- La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours :

Concernant la sécurité contre les risques d'incendie, ce service propose **un avis favorable** à la réalisation du projet du pétitionnaire sous réserve de prise en considération des éléments ci-après :

- ⇒ Réaliser les installations électriques conformément aux dispositions de la norme française C 15-100 et du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988. Les faire vérifier par un organisme agréé.
- ⇒ Répartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques.

- ⇒ Instruire un personnel spécialement désigné à la manœuvre de ces moyens de secours.
- ⇒ Prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction.
- ⇒ Signaler par une couleur conforme à la norme française X 08-000 les conduits transportant les différents fluides.
- ⇒ Réaliser la réserve de 1 700 m<sup>3</sup> selon les dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 en s'assurant notamment que :
  - ➔ la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m<sup>2</sup> (8m x 4m) afin de permettre la mise en œuvre aisée des engins de Sapeur Pompiers et la manipulation du matériel. L'accès de cette plate-forme devra être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclus,
  - ➔ ce point d'eau soit accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès,
  - ➔ la réserve soit signalée et curée périodiquement,
  - ➔ la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 m,
  - ➔ le volume d'eau contenu dans la réserve soit constant en toute saison.

Ces différentes recommandations sont imposées **aux articles 7.2.5.** (1<sup>er</sup> point), **7.6.2.** (2<sup>nd</sup> et 6<sup>ème</sup> points), **7.6.5.** (3<sup>ème</sup> point) et **7.4.5.** (5<sup>ème</sup> point) du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe. Les préconisations liées à la prévention d'une pollution des eaux et des sols (point 4) sont quant à elles reprises **aux articles 7.4.3. et 7.6.6.** de ce même projet.

- La Direction Départementale de l'Équipement :

Le Directeur émet un **avis favorable** au titre :

- ⇒ de la santé, la sécurité et la salubrité publique.
- ⇒ de la commodité du voisinage. Un Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 2 juillet 2004 sur la commune et est actuellement en cours de révision depuis le 26 octobre 2006.

Par ailleurs, il précise pour information que :

- ⇒ Le projet se situe dans les zones UE et NE du PLU.
- ⇒ Le projet est concerné par les servitudes EL7 (alignement) et PT1 (transmissions radioélectriques).
- ⇒ Le projet croise le passage d'une canalisation de gaz de haute pression.
- ⇒ Le projet se situe à proximité immédiate d'un secteur d'habitations UC, au Sud de la zone d'implantation.
- ⇒ Un permis de construire déposé le 11 avril 2007 est en cours d'instruction.
- ⇒ Une demande de permission de voirie pour « occupation permanente » est à faire auprès du Conseil Général, (la pose d'un convoyeur surplombant le domaine public et un tourne à gauche étant à réaliser).

- La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle :

L'inspecteur du travail a émis un avis précisant que le dossier n'appelle pas d'observation particulière de sa part.

### **3.6. Réponse du pétitionnaire aux remarques des services administratifs**

Le 11 février 2008, la S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE nous a fait parvenir les compléments apportés à son dossier de demande d'autorisation pour répondre aux remarques formulées par les différents services administratifs consultés.

- Réponses apportées aux remarques exprimées par Le Bureau Interministériel Régional de la Défense et de la Sécurité Civile :

Le pétitionnaire s'engage à établir puis à transmettre à la Sécurité Civile un document reprenant les actions d'alerte et d'intervention.



- Réponses apportées aux remarques exprimées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales :

La société SAINT LOUIS SUCRE a réagi aux remarques de ce service en affirmant que :

- ⇒ Concernant le bruit de la sucrerie, plusieurs investissements ont été réalisés pour réduire le niveau sonore de l'usine. Des études concernant la réduction du bruit pour les travailleurs ont également été menées mais n'ont pu déboucher sur des modifications pérennes, les solutions proposées étant inapplicables dans les conditions d'exploitation des matériels concernés. Les études ont donc été réorientées afin d'examiner les solutions envisageables pour réduire le bruit en limite de propriété.
- ⇒ Après la réalisation du projet EUROPAC, une étude bruit en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sera réalisée et transmise à la DDASS.
- ⇒ Tout stockage liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols sera associé à une cuvette de rétention conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'obligation de produire un diagnostic acoustique complet de la sucrerie permettant d'établir un plan d'actions précis à mettre en œuvre avec engagement chiffré de résultats est imposée à la société SAINT LOUIS SUCRE à l'article 6.2.3. du projet d'arrêté ci-joint.

La réalisation d'une nouvelle mesure de bruit lors de la campagne sucrière 2009, dont les résultats seront communiqués par l'industriel à la DDASS, est actée à l'article 9.2.2. dudit projet.

Enfin, les obligations de l'exploitant quant aux volumes des rétentions associées aux matériaux liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont reprises à l'article 7.4.3. du document joint.

- Réponses apportées aux remarques exprimées par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours :

En réponse aux recommandations formulées par le SDIS de la Somme, l'industriel a explicité les éléments ci-dessous :

- ⇒ Les installations électriques seront réalisées conformément à la norme française C 15-100 et au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et seront vérifiées annuellement par un organisme agréé.
- ⇒ L'emplacement, le nombre, la nature et la capacité des extincteurs seront conformes aux règles APSAD
- ⇒ Le personnel sera formé à l'utilisation des moyens de secours.
- ⇒ Toutes les dispositions seront prises pour éviter la pollution des eaux et des sols.
- ⇒ Les conduites de fluides seront repérées conformément à la norme française X 08-000.
- ⇒ L'accès à la réserve aérienne sera signalé, accessible en toute circonstance et viabilisé par une voie engin. La plate-forme d'utilisation permettra une mise en œuvre aisée des moyens des sapeurs pompiers. Le volume d'eau sera surveillé par mesure du niveau et complété par un appoint d'eau propre de manière à disposer d'une capacité constante.

### **3.7. Avis du CHSCT**

Le CHSCT de la société SAINT LOUIS SUCRE a été consulté sur la teneur du projet en séance du 6 novembre 2007. Les membres présents se sont prononcés favorablement.

## **4. EXAMEN DE LA DEMANDE ET DE SES EFFETS POTENTIELS**

### **4.1. Présentation du projet**

#### **4.1.1. Localisation des installations**

Le projet EUROPAC sera installé Avenue du Général de Gaulle, au Nord de la commune de ROYE. Il se partagera entre les parcelles cadastrées sous les n°49 de la section ZE et 73 de la section AH. Les terrains d'emprise, déjà occupés pour partie par la sucrerie et les bassins de lagunage, présentent une superficie de 531 123 m<sup>2</sup>.

Les nouvelles constructions seront séparées de la sucrerie existante par la route départementale 4221. Elles seront entourées :

- ⇒ au Nord par les bassins de décantation de l'établissement,
- ⇒ à l'Ouest par la RD 4221 puis la sucrerie,
- ⇒ au Sud par un groupement d'habitations,
- ⇒ à l'Est par des parcelles agricoles.

Situées en limite de propriété Sud du site, les habitations les plus proches seront distantes d'environ 140 mètres du silo et de sa tour de manutention, les premiers bâtiments du projet.

Les futures installations seront localisées à cheval sur deux zones du Plan Local d'Urbanisme de la ville de ROYE :

- ⇒ la zone UE affectée aux établissements industriels, artisanaux ou à usage de dépôts pouvant présenter des nuisances,
- ⇒ la zone NE recouvrant les bassins de décantation des établissements industriels, notamment ceux de la sucrerie et de la conserverie.

#### 4.1.2. Description de l'activité et des installations

La société SAINT LOUIS SUCRE exploite, sur le site de ROYE, une sucrerie de betteraves munie d'installations de stockage et d'expédition de sucre vrac. Dans le but d'étendre ses activités, elle envisage d'implanter une nouvelle unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre dénommée EUROPAC. Celle-ci inclura également les équipements et bâtiments nécessaires aux différentes phases logistiques (réception et entreposage des matières premières, expédition des produits finis).

L'ensemble EUROPAC sera réparti à cheval sur deux parcelles séparées par la route départementale 4221. Sur la première, occupée également par la sucrerie, sont déjà implantés deux magasins plats de stockage de sucre. A cet endroit, le seul aménagement notoire consistera en la création d'une nouvelle tour de manutention. Le second terrain, situé en vis à vis, accueillera la quasi majorité des nouvelles constructions. Seront ainsi agencés un silo vertical métallique, une tour de tamisage ainsi qu'un atelier de conditionnement. Le lien entre ces deux parties sera assuré par un transporteur aérien surplombant l'Avenue du Général de Gaulle.

Le principe de fonctionnement de la nouvelle unité suivra le déroulement ci-après :

- ⇒ l'approvisionnement et le stockage de sucre vrac,
- ⇒ le tamisage,
- ⇒ le conditionnement,
- ⇒ l'entreposage et l'expédition des produits finis.

Par ailleurs, le site disposera d'installations annexes, notamment :

- ⇒ trois cellules de stockage de matières premières et d'emballages,
- ⇒ une chaufferie,
- ⇒ des compresseurs et groupes froids,
- ⇒ des équipements de charge pour les engins de manutention,
- ⇒ un atelier de maintenance,
- ⇒ un local incendie.

Les activités d'EUROPAC n'auront pas le caractère saisonnier de la production de sucre. Elles s'étaleront sur l'ensemble de l'année, du lundi 5h00 au samedi 5h00.

Enfin, il est à noter que l'exécution du projet se décomposera en deux phases successives dont les échéances nous ont été apportées sous pli confidentiel. La première étape verra la réalisation du silo phénix et de sa tour de manutention, de la station de tamisage puis des équipements de conditionnement en sacs et big-bags. La seconde sera caractérisée par la diversification des types de conditionnement ainsi que par la mise en œuvre de la tour de manutention des silos plats et du transporteur aérien.

- Réception et stockage de sucre vrac :

Les installations EUROPAC seront alimentées en sucre provenant à la fois de l'établissement de ROYE et d'entités de production extérieures. Elles traiteront :

- ⇒ des sucres de betterave. Parmi ceux-ci seront distingués, en fonction de leur granulométrie, les sucres dits de la base fin et de la base moyen,
- ⇒ du sucre raffiné de canne,
- ⇒ de la cassonade.

Les quantités annuelles reçues sur le site seront les suivantes :

| Type de produit | Base fin | Base moyen | Sucre de canne | Cassonade |
|-----------------|----------|------------|----------------|-----------|
| Flux annuel     | 70 000 t | 150 000 t  | 500 t          | 2 500 t   |

Dans un premier temps, la sucrerie de ROYE produira uniquement des sucres base moyen, les sucres base fin étant acheminés exclusivement depuis d'autres sites. A terme, elle fournira les deux sortes de produits.

Le sucre base fin :

Le sucre de betterave base fin sera acheminé depuis l'établissement de ROYE jusqu'à une tour de manutention, dite tour Usine, qui sera créée à proximité immédiate de la sucrerie au niveau du magasin n°3. A l'aide d'un convoyeur à chaîne, le produit traversera ce silo horizontal pour rejoindre une galerie aérienne de 260 mètres de long qui surplombera la RD 4221 de 9,3 mètres. Cette infrastructure assurera la liaison avec la tour de manutention du silo vertical. Là, le sucre base fin sera repris dans un élévateur pour être orienté soit vers la cellule phénix pour ensilage, soit vers la station de tamisage via un transporteur horizontal.

Le sucre base fin sera stocké dans un silo vertical métallique d'une capacité de 47 000 m<sup>3</sup>. Celui-ci sera constitué d'un grenier alimentant une cellule unique grâce à une écluse rotative. La chambre à sucre sera équipée de 129 trémies permettant l'extraction du produit vers une salle de vidange qui communiquera avec la tour de manutention voisine. Le sucre y sera repris par un élévateur pour être envoyé vers le tamisage.

Les principales caractéristiques du silo vertical et de sa tour de manutention sont reprises ci-dessous :

| Installation        | Matériaux constitutifs     | Hauteur (étages)  | Dimensions  | Nombre de cellules ou d'élévateurs | Volume de l'enceinte  | Capacité de stockage  |
|---------------------|----------------------------|-------------------|---|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Silo vertical       | parois et toiture en métal | 57 m              | 42 m de diamètre  | 1 cellule                          | 52 590 m <sup>3</sup> | 47 000 m <sup>3</sup> |
| Tour de manutention | parois et toiture en métal | 62,5 m (7 étages) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 8,2 m de longueur</li> <li>• 8 m de largeur</li> </ul> | 2 élévateurs                       |                       |                       |

Il est à noter que dans l'attente de la réalisation de la galerie aérienne, prévue dans la deuxième phase du projet, le sucre base fin sera acheminé depuis d'autres sites par voie routière. Il sera réceptionné au pied de la tour de tamisage, sur deux postes de dépotage, avant transfert pneumatique vers le silo vertical.

Le sucre base moyen :

Fabriqué sur le site de ROYE, le sucre de betterave base moyen sera acheminé jusqu'à la nouvelle tour Usine avant d'être envoyé pour stockage vers l'un des deux silos horizontaux.

Dénommés magasins n°3 et n°4, ces deux bâtiments co ntigus existent déjà et ne seront pas modifiés dans le cadre du projet EUROPAC. Ils sont attenants à la sucrerie. Ils présentent tous deux les mêmes caractéristiques. Notamment, chacun d'eux n'est constitué que d'une seule cellule en béton armé. L'ensilage s'effectue grâce à un unique transporteur à bande qui court le long des deux silos. De même, les galeries de reprise du sucre des deux magasins se rejoignent et alimenteront la future tour de manutention du magasin n°3.

De là, le sucre base moyen sera repris par élévateur pour être dirigé vers la station de tamisage après avoir transité successivement par la galerie de liaison aérienne, la tour de manutention du silo vertical puis un transporteur horizontal.

Les principales caractéristiques des silos horizontaux et de la tour de manutention sont reprises ci-dessous :

| Installation        | Matériaux constitutifs  | Hauteur (étages) | Dimensions   | Nombre de cellules ou d'élévateurs | Volume de l'enceinte  | Capacité de stockage  |
|---------------------|---|------------------|--|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Magasin n°3         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• parois en béton</li> <li>• toiture en bardage métallique</li> </ul>    | 18 m             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 m de longueur</li> <li>• 25 m de largeur</li> </ul> | 1 cellule                          | 45 000 m <sup>3</sup> | 25 000 m <sup>3</sup> |
| Magasin n°4         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• parois en béton</li> <li>• toiture en parefeuilles d'argile</li> </ul> |                  |  |                                    |                       |                       |
| Tour de manutention | parois et toiture en métal  | 23 m (4 étages)  | Carré de 8 m de côté   | 2 élévateurs                       |                       |                       |

Ici encore, dans l'attente de la réalisation de la galerie aérienne, le sucre base moyen sera dans un premier temps repris par camion au poste de chargement vrac de la sucrerie près des silos horizontaux. Puis, il sera amené jusqu'à la tour de tamisage via les deux postes de dépotage implantés au pied de cette dernière.

#### Le sucre de canne et la cassonade :

Le sucre de canne sera acheminé exclusivement par transport routier depuis des exploitations extérieures. Il sera réceptionné au niveau de l'un des deux postes de dépotage cités précédemment puis sera stocké dans deux cellules de 235 m<sup>3</sup>, installées au cœur de la tour de tamisage.

La cassonade sera entreposée en big-bags dans le magasin de matières premières Est, mitoyen du hall de conditionnement et de la tour de tamisage. La quantité maximale de cassonade présente s'élèvera à 450 tonnes. Deux stations de vidange constituées d'un émotteur, d'une vis puis d'un transport pneumatique permettront l'acheminement de ce produit depuis la cellule de stockage jusqu'aux machines de conditionnement.

#### • Tamisage :

Le tamisage des sucres de betteraves bases fin et moyen sera réalisé gravitairement dans une tour de 50 mètres de haut implantée en amont des équipements de conditionnement. L'alimentation en sucre base fin se fera directement depuis le silo vertical tandis que pour la base moyen, un stockage tampon aura lieu dans une cellule de 395 m<sup>3</sup>.

Grâce à deux tamiseurs, la station permettra la décomposition du sucre en divers intervalles de granulométries, le plus faible d'entre eux étant destiné à la refonte. Les produits seront ensuite stockés suivant leur granulométrie dans des cellules intermédiaire dites « de fraction ». Enfin, un dispositif de convoyeurs à bande assurera la reprise des différentes tailles de sucre puis leur mélange pour aboutir aux produits à conditionner. Ces transporteurs permettront également d'alimenter le poste de chargement vrac.

Par ailleurs, la tour de tamisage abritera d'autres activités. Outre le stockage du sucre de canne, une unité de fabrication de sucre glace y sera implantée. Cette ligne de production sera constituée d'une cellule de sucre de 12 m<sup>3</sup>, d'un broyeur à marteaux de 55 kW, d'un malaxeur et d'un transport pneumatique vers quatre lignes de conditionnement dédiées au trois types de sucres glaces (pur ou avec adjonction d'amidon ou de silice). Le débit de cette installation sera de 4,2 tonnes à l'heure.

Les principales caractéristiques de la tour de tamisage sont reprises ci-dessous :

| Installation     | Matériaux constitutifs  | Hauteur (étages)   | Dimensions  | Nombre d'élévateurs | Nombre de cellules | Volume des enceinte   |
|------------------|---|--------------------|---|---------------------|--------------------|---|
| Tour de tamisage | <ul style="list-style-type: none"> <li>• parois en béton (sur 8,5 m de haut) puis en métal</li> <li>• toiture en métal</li> </ul> | 49,75 m (6 étages) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 26 m de longueur</li> <li>• 19,6 m de largeur</li> </ul> | 3 élévateurs        | 22 cellules        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 cellules de 47 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 cellule de 100 m<sup>3</sup></li> <li>• 5 cellules de 117 m<sup>3</sup></li> <li>• 12 cellules de 235 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 cellule de 395 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 cellule de 415 m<sup>3</sup></li> </ul> |

- Conditionnement :

Le conditionnement des produits sucrés sera effectué dans deux ateliers mitoyens, le hall de conditionnement et le hall de palettisation – expédition, séparés par une paroi munie de sas au niveau des passages d'équipements.

Une vingtaine de lignes de conditionnement seront mises en œuvre. Elles seront alimentées par 15 trémies de 5 à 25 tonnes présentant une capacité globale de 420 m<sup>3</sup>. Des conteneurs d'appoint de capacités réduites seront également présents pour les matières premières additionnelles (amidon, silice, acide citrique, pectine) destinées à la fabrication de sucres glaces et « confisucs ».

Deux grands types de conditionnement seront réalisés :

- ⇒ les grands contenants pour l'industrie agroalimentaire. Ils regrouperont les produits en big-bags, en sacs de 10 à 50 kg ainsi que le chargement en vrac,
- ⇒ les petits contenants destinés à la grande distribution ou à la restauration. On y trouvera des sacs, sachets, étuis et boîtes de 5 g à 5 kg.

L'encollage des emballages nécessitera l'utilisation de colles « alimentaires ». Deux types de matériaux seront employés :

- ⇒ la thermocolle, constituée de granulés de polymères qui seront portés à des températures comprises entre 140 et 180°C dans des fondoirs associés aux machines de conditionnement,
- ⇒ la colle liquide, une composition aqueuse de polymères vinyliques utilisée à température ambiante.

Ces deux sortes de colles contiendront moins de 10% de solvants.

Le remplissage des citernes routières en produit vrac tamisé se fera depuis un unique poste de chargement situé au pied de la tour de tamisage. Il sera équipé de deux cellules souples de stockage de sucre de 35 m<sup>3</sup> chaque. Trois camions pourront être chargés en produits de granulométries différentes toutes les heures.

- Entreposage et expédition de produits finis :

Les produits finis conditionnés en big-bags seront entreposés en racks dans le hall de palettisation – expédition. La zone correspondante représentera une surface de 150 m<sup>2</sup> et permettra d'accueillir 200 tonnes de sucres sur 3 niveaux de stockage.

Les autres formes d'articles sucrés (sacs, sachets, boîtes...) seront stockées dans des infrastructures extérieures au site de ROYE.

Les quais d'expédition seront aménagés dans la façade Nord-Est du hall de palettisation.

Les principales caractéristiques du stockage de produits finis sont reprises ci-dessous :

| Installations        | Surface<br>(en m <sup>2</sup> ) | Hauteur au<br>faîtage (en m) | Volume<br>(en m <sup>3</sup> ) | Nombre de palettes<br>ou d'emplacements | Quantité de produits<br>(en tonnes) |
|----------------------|---------------------------------|------------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------------|
| Stockage de big-bags | 150                             | 8,5                          | 1 275                          | 200                                     | 200                                 |

- Installations annexes :

Le stockage de matières premières et d'emballages :

Les emballages et les matières premières autres que le sucre vrac seront entreposés dans trois magasins implantés dans des parties distinctes du bâtiment accueillant la tour de tamisage et les ateliers de conditionnement. Aucun de ces lieux de stockage ne sera attenant à un autre. Les dimensions des trois cellules ainsi que les quantités qui y seront stockées sont synthétisées dans le tableau ci-après :

| Cellules                            | Surface<br>(en m <sup>2</sup> ) | Hauteur au faîtage<br>(en m) | Volume<br>(en m <sup>3</sup> ) | Nature des produits stockés  | Quantité de produits<br>(en tonnes) |
|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|--------------------------------|--|-------------------------------------|
| Magasin de matières premières Ouest | 694                             | 8,5                          | 5 899                          | • emballages (cartons et plastiques)   | 400                                 |
| Magasin de matières première Est    | 1 541                           | 8,5                          | 13 099                         | • féculé, acide citrique, pectine, silice<br>• cassonade<br>• colles<br>• emballages (cartons et plastiques) | 1 300                               |
| Magasin palettes et intercalaires   | 2 012                           | 8,5                          | 17 102                         | • palettes vides (bois et plastiques)<br>• intercalaires (polystyrènes et plastiques)                        | 400                                 |

La chaufferie :

Une chaudière de 15 MW fonctionnant au gaz naturel sera aménagée pour produire l'eau chaude nécessaire au chauffage des locaux et des installations process. Attenante à la tour de tamisage, la chaufferie sera située à l'étage, au dessus du hall de conditionnement. Elle surplombera des équipements de manutention ainsi que des cellules d'alimentation en sucre des lignes de conditionnement. La dalle, la toiture ainsi que les murs périphériques du local seront construits en béton assurant un degré coupe-feu 2 heures.

Les compresseurs et groupes froids :

Des compresseurs d'air alimenteront le transport pneumatique du sucre, les machines de conditionnement ainsi que les équipements de nettoyage des postes de travail.

Des installations de production de froid avec fluide frigorigène assureront la climatisation des locaux et l'alimentation du silo vertical en air frais.

La charge des engins de manutention :

Deux zones spécifiquement dédiées à la charge des engins de manutention seront intégrées au process. Elles seront aménagées dans les ateliers, principalement dans le hall de palettisation – expédition. Elles seront éloignées des stockages de matières combustibles.

Tous les engins employés seront équipés de batteries de type étanche avec électrolyte gélifié pour réduire les émissions d'hydrogène et limiter les risques d'écoulements acides.

L'atelier de maintenance :

Un atelier de mécanique disposant de plusieurs machines outils fixes, telles que perceuses, scies ou meuleuses, permettra d'assurer les opérations de maintenance de l'outil industriel. Il contiendra également des bouteilles d'oxygène, d'argon et d'acétylène pour les interventions de soudure.

#### Le local incendie :

Distinct des autres constructions, ce local en béton sera situé à proximité immédiate de la réserve incendie. Il contiendra deux moteurs diesels pour le fonctionnement des motopompes de l'installation d'extinction automatique ainsi qu'un troisième groupe pour la mise sous pression du réseau de RIA et de poteaux incendie. Une cuve aérienne de fioul domestique de 3 m<sup>3</sup> permettant l'alimentation en combustible des moteurs sera également présente dans l'atelier.

#### 4.1.3. Coût des investissements

La demande présentée par la société SAINT LOUIS SUCRE reprend le détail des investissements concernant les mesures prévues pour réduire l'impact et les dangers générés par l'établissement. Les dépenses liées aux actions propres à la gestion de l'environnement ainsi qu'aux aménagements visant à améliorer la sécurité s'élèveront à 2 millions d'€.

#### 4.1.4. Conditions de remise en état du site

Dans le cadre d'une cessation complète d'activité, l'exploitant s'attachera à remettre le site dans un état tel que les installations ne présenteront plus de dangers pour sa future utilisation. Seront ainsi mises en œuvre les dispositions visant à :

- ⇒ évacuer et éliminer les produits dangereux ainsi que les déchets présents dans l'établissement. Ils seront éliminés vers les filières de valorisation ou de traitement adaptées,
- ⇒ démanteler les matériels et les bâtiments.

La société SAINT LOUIS SUCRE est propriétaire des terrains d'emprise de l'unité EUROPAC. Après mise à l'arrêt définitif de ses installations, elle se propose de mener la future réhabilitation du site jusqu'à permettre un usage identique à celui actuellement défini dans les documents d'urbanisme, à savoir un usage industriel. Le maire de ROYE a approuvé cette suggestion.

### **4.2. Inconvénients susceptibles d'être présentés par les installations**

#### 4.2.1. Prévention de la pollution des eaux

##### • Alimentation en eau :

L'unité EUROPAC de la société SAINT LOUIS SUCRE sera alimentée en eau via le réseau d'adduction de la commune de ROYE. La consommation annuelle est estimée à 2 150 m<sup>3</sup>. Cette ressource sera destinée :

- ⇒ aux besoins domestiques des employés (660 m<sup>3</sup>/an),
- ⇒ aux appoints de la chaufferie (440 m<sup>3</sup>/an),
- ⇒ au lavage des installations (650 m<sup>3</sup>/an),
- ⇒ à la fabrication de sucre en morceaux (400 m<sup>3</sup>/an).

Le site sera équipé d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger le réseau d'alimentation en eau potable.

##### • Elimination des eaux usées :

Les rejets de l'établissement EUROPAC seront de trois origines différentes :

- ⇒ les eaux vannes,
- ⇒ les effluents usés,
- ⇒ les eaux pluviales de ruissellement des aires imperméabilisées.

Le site disposera d'un réseau de collecte séparatif. En particulier, les réseaux eaux sanitaires et eaux résiduares seront distincts.

##### Les eaux vannes :

Les effluents utilisés pour les besoins sanitaires seront évacués par le réseau communal vers la station d'épuration urbaine de ROYE. Le pétitionnaire a estimé ce type de rejet à environ 660 m<sup>3</sup> par an.

#### Les eaux usées industrielles :

Ces rejets seront constitués majoritairement des eaux de lavage des installations et, dans une moindre mesure, des eaux de purge de la chaudière. Ils seront eux aussi dirigés sur le réseau d'assainissement public pour envoi final vers la station d'épuration de ROYE. La quantité annuelle attendue pour cette sorte d'effluent s'élèvera à 690 m<sup>3</sup>.

Les eaux usées industrielles présenteront les caractéristiques suivantes :

|                              | <b>Composition<br/>(en mg/l)</b> | <b>Charge<br/>(en kg/j)</b> |
|------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| DCO                          | 1 100                            | 14                          |
| DBO <sub>5</sub>             | 880                              | 11                          |
| MES                          | 100                              | 1,25                        |
| <b>Volume maximal rejeté</b> |                                  | 12,5 m <sup>3</sup> /j      |

Une convention de rejets des eaux vannes et résiduaires du site est en cours de validation avec le gestionnaire du réseau d'assainissement public. Un projet dudit document est joint au dossier.

#### Les eaux pluviales :

L'étude évalue la quantité d'effluents météoriques drainée annuellement sur les zones imperméabilisées à 37 100 m<sup>3</sup>.

Les eaux pluviales de toiture seront directement évacuées pour infiltration dans un bassin d'une capacité de 3 000 m<sup>3</sup> situé en partie Nord-Ouest de la parcelle cadastrée section AH n°73. Les eaux de ruissellement de voirie les y rejoindront après traitement préalable dans un séparateur d'hydrocarbures garantissant une teneur résiduelle de rejet en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l.

Le pétitionnaire a dimensionné le dispositif d'infiltration des eaux de ruissellement afin de pouvoir canaliser un phénomène pluvieux de retour décennal. Pour ce faire, il s'est appuyé sur les modèles de l'Instruction Technique de 1977 relative à l'assainissement urbain.

- Pollutions accidentelles :

Le dossier précise que les seules sources de déversements accidentels susceptibles de provoquer une pollution des eaux ou des sols sont liées :

- ⇒ à un épandage de gasoil provenant de la cuve du local incendie,
- ⇒ à une fuite d'un stockage de colles liquides.

Afin de limiter ces risques, l'exploitant affirme que la réserve de fuel domestique et les produits liquides potentiellement polluants seront munis de dispositifs de rétention conformes aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Par ailleurs, il prétend que les écoulements acides dus aux engins de manutention seront rendus impossibles par l'utilisation exclusive de chariots à batterie étanche avec électrolyte gélifié.

- Eaux d'extinction incendie :

Le pétitionnaire a déterminé les besoins en eaux nécessaires aux services extérieurs pour la lutte contre un incendie à l'aide du guide D9. Le débit requis s'élève à 440 m<sup>3</sup>/h soit une quantité nécessaire aux pompiers pour assurer la défense incendie du site pendant deux heures de l'ordre de 880 m<sup>3</sup>.

La société SAINT LOUIS aura à disposition un poteau incendie public délivrant un débit nominal d'environ 60 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, une réserve en eau d'une capacité de 1 700 m<sup>3</sup> munie de quatre raccords pompier et d'une aire de mise en place des véhicules d'intervention sera créée dans l'enceinte du site. Cette cuve permettra parallèlement l'alimentation à raison de 160 m<sup>3</sup>/h d'un réseau d'hydrants implantés en périphérie des bâtiments. Enfin, ce même réservoir fournira l'eau nécessaire aux dispositifs d'extinction automatique ainsi qu'aux Robinets Incendie Armés.

Aux dires de l'industriel, le volume de la réserve a été calculé de sorte que la quantité totale d'eau à disposition des services de secours pendant deux heures ne puisse être inférieure à 880 m<sup>3</sup>.



Le calcul mené sur la base du document technique D9A – Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction – permet d'évaluer la capacité de confinement nécessaire en cas de sinistre à 2 310 m<sup>3</sup>.

L'étude spécifie que des vannes de coupure motorisées mises en place sur les réseaux eaux pluviales toiture et voiries permettront d'isoler l'ouvrage d'infiltration et d'orienter les eaux d'incendie vers un bassin étanche présentant une capacité disponible de 2 310 m<sup>3</sup>. L'obturation des vannes de barrage pourra être actionnée depuis la zone d'accueil qui centralisera les alarmes.

#### 4.2.2. Prévention de la pollution de l'air

- Emissions générés par les installations EUROPAC :

Dans le cadre du projet EUROPAC, les activités de la société SAINT LOUIS SUCRE engendreront des rejets atmosphériques provenant :

- ⇒ de la chaudière,
- ⇒ des dépoussiéreurs.

Il est à noter que les colles utilisées pour l'emballage des produits ne contiendront pas de solvants et ne seront donc pas à l'origine de production de Composés Organiques Volatils.

#### Les rejets liés à la chaufferie :

La chaudière sera alimentée au gaz naturel. Les rejets de combustion seront évacués par une cheminée de 57 mètres de haut. Leur vitesse d'éjection atteindra 5 m/s et leur débit 20 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Les émissions occasionnées par le fonctionnement de la chaufferie seront les suivantes :

| Polluant                                       | Concentration instantanée (en mg/Nm <sup>3</sup> ) |
|--|--|
| Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub> | 35   |
| Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>   | 100  |
| Poussières                                     | 5  |

#### Les rejets engendrés par les dispositifs de dépoussiérage :

Neuf centrales de dépoussiérage équiperont les installations de conditionnement d'air, d'aspiration et de nettoyage. Elles seront réparties sur l'ensemble du site et permettront de récupérer les particules de sucre produites.

L'emplacement des rejets des dispositifs précités, leur débit, la nature des polluants émis ainsi que les quantités générées sont synthétisés dans le tableau ci dessous :

| Lieu du rejet canalisé                               | Nombre d'installations concernées par le rejet | Hauteur du rejet (en m) | Débit total (Nm³/h) | Polluant   | Concentration (en mg/Nm³) | Flux (en kg/h) |
|--|--|-------------------------|---------------------|------------|---------------------------|----------------|
| Magasin n°3  | 1 dépoussiéreur                                | 5                       | 50 000              | Poussières | 5                         | 0,25           |
| Conditionnement                                      | 1 dépoussiéreur                                | 51                      | 50 000              |            |                           | 0,25           |
| Silo vertical  | 2 dépoussiéreurs                               | 11                      | 47 000              |            |                           | 0,235          |
| Tamissage  | 1 dépoussiéreur                                | 51                      | 50 000              |            |                           | 0,25           |
| Chargement vrac                                      | 1 dépoussiéreur                                | 51                      | 10 000              |            |                           | 0,05           |
| Dépotage sucre vrac                                  | 1 dépoussiéreur                                | 15                      | 3 500               |            |                           | 0,0175         |
| Nettoyage centralisé                                 | 2 dépoussiéreurs                               | 51                      | 1 500               |            |                           | 0,0075         |
| Soit un flux global de poussières émis de 1,06 kg/h. |  |                         |                     |            |                           |                |

Les conduits d'évacuation des dépoussiéreurs permettront de canaliser les effluents atmosphériques pour éjection en toiture à une vitesse supérieure à 8 m/s.

- Gaz à effet de serre :

La société SAINT LOUIS SUCRE est concernée par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Une allocation annuelle de 66 342 tonnes de CO<sub>2</sub> lui a été attribuée pour le site de ROYE pendant la période 2005-2007, pour l'exploitation de deux chaudières de 60 MW fonctionnant au gaz naturel.

Avec l'implantation d'une chaudière supplémentaire de 15 MW, le projet EUROPAC va générer un accroissement des émissions de CO<sub>2</sub> imputables à l'ensemble de l'établissement SAINT LOUIS SUCRE sis à ROYE. Cette augmentation a été estimée par le pétitionnaire à 19 425 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit une croissance de l'ordre de 30 % par rapport à la quantité actuellement allouée. Cette évolution substantielle est notamment due à un fonctionnement annuel de la centrale énergétique d'EUROPAC, là où la chaufferie existante de la sucrerie présente une fréquence de marche saisonnière en lien avec la campagne sucrière.

***A l'issue de la présente procédure d'autorisation, il conviendra que la société SAINT LOUIS SUCRE effectue une demande d'allocation supplémentaire de dioxyde de carbone conformément aux modalités de l'arrêté ministériel du 15 novembre 2005.***

#### 4.2.3. Bruit

- Ambiance sonore autour du site :

L'ambiance sonore générale est composée conjointement de l'activité de la sucrerie et de la circulation automobile sur les axes routiers attenants.

La Zone à Emergence Réglementée (Z.E.R.) la plus proche, constituée d'habitations individuelles, est située en bordure Sud des terrains d'emprise du projet EUROPAC.

- Sources de nuisances sonores provenant de l'installation :

Les sources sonores liées à l'activité de l'établissement seront principalement engendrées par :

- ⇒ la circulation et les manœuvres des poids lourds,
- ⇒ les bennes compacteuses de déchets,
- ⇒ les installations de tamisage,
- ⇒ les matériels de manutention,
- ⇒ les extracteurs d'air et équipements de dépoussiérage.

- Estimation de l'impact sonore de l'établissement :

Le pétitionnaire a fait réaliser deux évaluations des niveaux de bruit en périphérie de la parcelle d'implantation de l'unité EUROPAC et au droit des Z.E.R. voisines.

Les emplacements des points de mesure choisis par le demandeur sont les suivants :

- ⇒ Point 1 : en limite de propriété Sud-Ouest, au niveau de la maison implantée en face de la sucrerie,
- ⇒ Point 2 : en limite de propriété Sud, à proximité immédiate des façades arrières du groupe d'habitations rue Delessert,
- ⇒ Point 3 : à environ 350 mètres de la limite de propriété Est, au niveau d'un logement situé le long de la RD 1930.

Les résultats des mesures sont repris dans le tableau ci-dessous :

| En dB(A) | Période         | Niveau résiduel mesuré | Niveau ambiant mesuré | Emergence mesurée | Emergence réglementaire |
|----------|-----------------|------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------|
| Point 1  | Jour (7h – 22h) | 57                     | 64                    | 7                 | 5                       |
|          | Nuit (22h – 7h) | 51,5                   | 63                    | 11,5              | 3                       |
| Point 2  | Jour (7h – 22h) | 48                     | 58                    | 10                | 5                       |
|          | Nuit (22h – 7h) | 39,5                   | 51                    | 11,5              | 4                       |
| Point 3  | Jour (7h – 22h) | 62                     | 63                    | 1                 | 5                       |
|          | Nuit (22h – 7h) | 52,5                   | 46,5                  | 0                 | 3                       |

**Les émergences caractérisées aux emplacements 1 et 2 dans la présente étude sont largement supérieures aux valeurs maximales tolérées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.**

L'exploitant attribue l'origine de ces dépassements au fonctionnement d'installations existantes de la sucrerie dont l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 16 janvier 1985. Il affirme que plusieurs investissements ont déjà été réalisés pour en réduire le niveau sonore. En particulier, un silencieux a été mis en place sur un échappement de vapeur. L'insonorisation des pompes alimentaires en sous sol de la chaufferie est également programmée en amont de la prochaine campagne sucrière.

Le demandeur annonce par ailleurs que les dispositions suivantes contribueront à limiter l'impact sonore du projet EUROPAC :

- ⇒ les camions circuleront à une vitesse réduite sur le site,
- ⇒ les livraisons et expéditions auront principalement lieu entre 8h et 18h,
- ⇒ l'ensemble des machines seront implantées dans les bâtiments,
- ⇒ les extracteurs d'air seront équipés de silencieux.

Toutefois, le pétitionnaire n'est pas en mesure de déterminer les principales sources en provenance de l'usine actuelle qui sont à l'origine des non conformités constatées ci avant. Aussi s'engage-t-il à faire réaliser, au cours de l'exercice 2008, un diagnostic acoustique complet de l'établissement qui permettra de définir les solutions techniques adaptées à mettre en œuvre avec engagement chiffré de résultats sur les niveaux de bruit au droit des Z.E.R. voisines. Il conviendra donc que la société SAINT LOUIS SUCRE transmette au préfet de la Somme, dans les trois mois suivant la mise en service du projet EUROPAC, les résultats de ce bilan sonore ainsi que la proposition détaillée de plan d'actions (nature et emplacement des aménagements, dates et coûts de réalisation, estimation des atténuations attendues...). Cette injonction est établie à l'article 6.2.3. du projet d'arrêté d'autorisation joint en annexe.

Sur la base des résultats obtenus pendant les périodes d'arrêt de la sucrerie, les niveaux acoustiques maxima admissibles en limites de propriété ont été calculés en intégrant l'atténuation potentielle apportée par l'éloignement des cibles. La société SAINT LOUIS SUCRE devra donc respecter les niveaux sonores suivants en bordure du terrain d'emprise du projet EUROPAC pour se conformer aux seuils d'émergence réglementaires :

| En dB(A) | Période         | Niveau résiduel | Marge atténuable                     | Emergence réglementaire | Niveau ambiant admissible en limite de propriété |
|----------|-----------------|-----------------|--------------------------------------|-------------------------|--|
| Point 1  | Jour (7h – 22h) | 57              | 0 dB(A) - limite de propriété en ZER | 5                       | 62   |
|          | Nuit (22h – 7h) | 51,5            |                                      | 3                       | 54,5   |
| Point 2  | Jour (7h – 22h) | 48              | 0 dB(A) - limite de propriété en ZER | 5                       | 53   |
|          | Nuit (22h – 7h) | 39,5            |                                      | 4                       | 43,5   |
| Point 3  | Jour (7h – 22h) | 62              | 10 dB(A) à 350 m                     | 5                       | 70   |
|          | Nuit (22h – 7h) | 52,5            |                                      | 3                       | 60   |

Ces valeurs limites sont actées à l'article 6.2.2. du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe. En outre, l'exploitant démontrera, au cours de la campagne sucrière 2009, la conformité de ses installations en faisant réaliser une nouvelle mesure de bruit caractérisant notamment les émergences occasionnées par ses activités au droit des zones sensibles avoisinantes. Obligation lui est faite en ce sens à l'article 9.2.2. du projet d'arrêté d'autorisation.

#### 4.2.4. Déchets

Compte tenu de la nature des activités de l'unité EUROPAC, les déchets générés par les installations seront les suivants :

| Code     | Désignation du déchet           | Quantité annuelle | Niveau de gestion <sup>(*)</sup> |
|----------|---------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| 13 02 08 | Huiles et graisses              | 5 t               | 2                                |
| 13 05 02 | Eaux, boues avec hydrocarbures  | 2 t               | 2                                |
| 15 01 01 | Emballages (cartons, papiers)   | 500 t             | 1                                |
| 15 01 02 | Emballages plastiques           | 15 t              | 1                                |
| 15 02 02 | Déchets souillés                | 5 t               | 1                                |
| 16 06 01 | Batteries                       | 5 t               | 1                                |
| 20 01 21 | Tubes fluorescents, lampes      | 5 t               | 1                                |
| 20 01 33 | Piles                           |                   |                                  |
| 20 03 01 | Ordures ménagères et assimilées | 150 t             | 1                                |

(\*) *Niveau 1 : valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi,  
Niveau 2 : traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération,  
Niveau 3 : élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés.*

#### 4.2.5. Trafic routier

La desserte de l'unité EUROPAC sera exclusivement routière. L'accès aux installations s'effectuera depuis l'autoroute A 1, la route nationale RN 17 ou l'axe départemental RD 934. Le centre ville de ROYE étant interdit à la circulation des poids lourds, les camions emprunteront exclusivement l'avenue du Général de Gaulle (RD 4221) pour rejoindre les voies de circulation implantées au Nord du site.

Le trafic quotidien engendré par l'établissement a été estimé à 330 véhicules/jour, se décomposant comme suit :

- ⇒ 190 véhicules légers induits par les mouvements du personnel d'exploitation,
- ⇒ 140 poids lourds pour les livraisons et expéditions.

La société SAINT LOUIS SUCRE a estimé l'augmentation de trafic due au roulage lié à l'activité du site :

| Axe routier | Trafic moyen journalier annuel (comptage routier en 2005) | Trafic supplémentaire du à EUROPAC | Augmentation |
|-------------|---|------------------------------------|--------------|
| RD 4221     | 3 058 véhicules   | 660 véhicules                      | 21,6 %       |
| RD 934      | 10 994 véhicules  | 660 véhicules                      | 6 %          |
| RN 17       | 9 351 véhicules   | 660 véhicules                      | 7,1 %        |

L'exploitant affirme que l'augmentation substantielle de circulation sur l'avenue du Général de Gaulle (RD 4221) sera liée pour 40 % aux équipes postées à 5h et 21h. Elle sera donc concentrée à des horaires où le débit routier est peu dense.

#### 4.2.6. Impact sur le milieu naturel

Le silo vertical ainsi que les façades du bâtiment regroupant conditionnement, palettisation et expédition seront traités en bardage de teinte bleue. Les deux tours de manutention, la tour de tamisage, le magasin de grande hauteur, les galeries aériennes ainsi que la passerelle seront habillés en panneau sandwich de couleur blanc cassé ou grise.

L'ensemble du site sera engazonné, planté d'arbres à hautes tiges. Des mouvements de terre seront aménagés et plantés. La clôture sera doublée partiellement par une haie.

Par ailleurs, l'emplacement de l'installation ne se singularise pas par l'existence d'une faune ou d'une flore particulière à protéger, la société SAINT LOUIS SUCRE implantant sa nouvelle unité dans une zone à vocation industrielle. Le dossier stipule que le site ne sera pas concerné par des mesures de gestion ou de protection du milieu naturel ou du paysage telles que ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) ou zone NATURA 2000.

#### 4.2.7. Impact sur la santé

La société SAINT LOUIS SUCRE s'est employée à démontrer que l'activité de l'unité EUROPAC ne générera pas d'effets directs ou indirects sur la santé des populations proches du fait de ses rejets atmosphériques. N'ont été examinées dans ce cadre que les pollutions chroniques correspondant au fonctionnement normal des installations.

Au vu des voies de transfert considérées, des flux de polluants émis et des données disponibles dans les bases de données consultées, l'exploitant a retenu les dioxydes d'azote et de soufre comme agents traceurs du risque sanitaire.

Il a ensuite modélisé la dispersion atmosphérique des émissions engendrées par le site, en l'occurrence par la chaufferie, à l'aide d'un modèle « boîte » intégrant :

- ⇒ la largeur de la cible vue depuis le point d'émission,
- ⇒ la fréquence des phénomènes météorologiques plaçant la cible sous le vent par rapport à l'établissement,
- ⇒ la vitesse du vent.

L'ensemble d'habitations situées en bordure Sud à Sud-Ouest du projet EUROPAC a été pris comme cible représentative. Les concentrations calculées à ce niveau sont les suivantes :

| Substance       | Concentration reçue<br>(en $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) | VTR<br>(en $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) |
|-----------------|---|---------------------------------------|
| NO <sub>x</sub> | 1,19  | 40                                    |
| SO <sub>x</sub> | 0,42  | 50                                    |

Pour chacun des polluants retenus, l'estimation du risque sanitaire lié aux émissions atmosphériques de l'unité EUROPAC est largement inférieure aux Valeurs Toxicologiques de Référence.

### **4.3. Risques susceptibles d'être présentés par les installations**

#### 4.3.1. Méthodologie de l'étude de dangers

L'étude de dangers présentée a pour but de déterminer les risques induits par l'unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre EUROPAC après réalisation des installations faisant l'objet de la présente demande d'autorisation. Cette évaluation a été réalisée conformément au décret du 21 septembre 1977 ainsi qu'au guide proposé par le MEDD en juin 2003 fixant les principes généraux pour l'élaboration et la lecture des études de dangers. Elle repose également sur les prescriptions des arrêtés ministériels du 29 septembre 2005.

Le pétitionnaire a dans un premier temps procédé à une identification des dangers externes dus à l'environnement du site. Il a distingué les potentiels générés par les éléments naturels de ceux produits par les structures et infrastructures avoisinantes.

Puis, la société SAINT LOUIS SUCRE a mené une évaluation des risques intrinsèques à l'établissement sur la base du retour d'expérience apporté par l'accidentologie, de la configuration des installations, des types d'activités exercés et de la nature des produits stockés. Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire ont alors été identifiés.

Ces derniers ont ensuite fait l'objet d'une cotation destinée à mettre en évidence les niveaux de risques potentiels. Une note a ainsi été attribuée à chacun des différents phénomènes dangereux. Elle permet de les comparer les uns par rapport aux autres puis de les classer par ordre de priorité pour ne retenir enfin que les majorants.

Etablie sur la base de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, la cotation s'effectue selon deux critères :

- ⇒ la probabilité d'occurrence qui caractérise le risque d'apparition de l'événement étudié,
- ⇒ la gravité des effets qui quantifie l'intensité de l'élément considéré sur la santé humaine et l'environnement.

La mise en place de fonctions de sécurité permet, le cas échéant, de réduire la cotation associée à un phénomène dangereux.

L'analyse quantifiée des risques permet en conséquence de hiérarchiser les accidents et de mettre en place, si besoin est, des mesures de maîtrise des risques supplémentaires pour assurer une sécurité optimale. L'objectif est de tendre vers un risque dit acceptable qui est pris en compte pour juger de l'état de sûreté du projet.

#### 4.3.2. Identification des risques externes à l'établissement

- Dangers liés aux éléments naturels :

##### Foudre :

Les risques essentiels liés à la foudre sont :

- ⇒ une destruction localisée de la toiture avec la création d'un point chaud ou d'étincelles,
- ⇒ une montée en potentiel du sol,
- ⇒ une perturbation des moyens de commande des dispositifs de sécurité automatisés et des équipements de surveillance des paramètres à distance.

Les installations liées au projet EUROPAC ont fait l'objet d'une étude préalable de protection contre les effets directs et indirects de la foudre conformément à la réglementation en vigueur. Celle-ci conclut à la nécessité de mettre en place des dispositifs de protection au niveau des principales constructions :

- ⇒ La tour Usine sera sous la couverture des paratonnerres existants des magasins plats.
- ⇒ Les éléments de structure de la galerie de liaison entre le magasin n°3 et la cellule phénix formeront cage maillée avec mise à la terre des piliers supports.
- ⇒ Le silo vertical constituera une cage maillée naturelle mise à la terre par fond de fouille. La tour de manutention associée sera surmontée d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage.
- ⇒ La structure de la tour de tamisage formera une cage maillée mise à la terre par fond de fouille. Elle sera également protégée par un paratonnerre à dispositif d'amorçage sommital.
- ⇒ Le bâtiment de conditionnement formera une cage maillée mise à la terre par fond de fouille.

De même, des parafooudres seront implantés en tête des différents tableaux généraux basse tension, sur les circuits alimentant les installations de sécurité, sur la commande de démarrage automatique du sprinklage ainsi que sur l'alimentation de la centrale d'alarme incendie.

L'industriel affirme que les équipements de protection contre les effets directs et indirects de la foudre seront réalisés de sorte à assurer la conformité de l'établissement au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

##### Sismicité :

D'après le décret du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique, le département de la Somme est classé en zone "0". De ce fait, l'exploitant indique qu'aucune mesure constructive particulière n'est à envisager.

### Inondation

Le phénomène inondation est développé dans l'analyse de risques pour les bâtiments de stockage de matières premières et d'emballages. Il y est annoncé que la conception des bâtiments et la présence d'une capacité de rétention aménagée au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales permettront de faire face à une pollution accidentelle.

### Neige et vent

Le dossier précise que les deux magasins de matières premières ainsi que le local dédié à l'entreposage de palettes et intercalaires seront construits de sorte à respecter :

- ⇒ les règles NV 65/69 et NV 84/95 modifiées,
- ⇒ les normes NF EN 1991-1-3 et NF EN 1991-1-4.

Le calcul de stabilité de la galerie de liaison aérienne surplombant la route départementale sera mené selon la norme NV 65/C3305.

- *Dangers liés aux structures et infrastructures proches :*

### Servitudes :

Une canalisation de gaz haute pression enterrée traverse la parcelle cadastrée ZE n°49 sur sa partie Sud. Cette conduite présente un diamètre de 150 mm et est exploitée par la société GRT Gaz à une pression de 67,7 bars.

Une servitude non aedificandi est établie depuis l'axe de l'équipement sur une bande de 6 mètres de large, 2 mètres au Nord et 4 mètres au Sud.

Par ailleurs, des périmètres de protection sont définis autour de la canalisation pour limiter les conséquences dues à une rupture de la conduite de gaz suivie de l'inflammation du rejet. Ces zones sont les suivantes :

- ⇒ 20 mètres pour les effets létaux significatifs,
- ⇒ 30 mètres pour les premiers effets létaux,
- ⇒ 45 mètres pour les irréversibles.

Les constructions envisagées par la société SAINT LOUIS SUCRE dans le cadre de l'unité EUROPAC seront distantes de plus de 30 mètres de la canalisation. Les locaux techniques du silo, installations les plus proches, seront implantés à environ 40 mètres.

Par courrier du 29 mars 2007, la société GRT Gaz a émis un avis favorable sous réserve du respect des préconisations formulées concernant les voiries à proximité de l'ouvrage.

### Installations classées :

Il n'y a pas d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement recensée à proximité immédiate de la sucrerie de ROYE.

### Malveillance :

La nouvelle parcelle d'implantation sera clôturée sur l'ensemble de son périmètre. Les accès seront fermés en dehors des horaires d'exploitation. Un gardiennage sera assuré le week-end et les jours fériés. Il pourra être commun avec celui de la sucrerie. Une détection anti-intrusion avec report d'alarme au poste de gardiennage sera installée dans les bâtiments d'EUROPAC.

### 4.3.3. Analyse des risques

A partir des informations de l'accidentologie, de la configuration des installations, des types d'activités exercés et de la nature des produits stockés, la société SAINT LOUIS SUCRE a retenu quatre sortes de phénomènes dangereux potentiels :

- ⇒ l'explosion de sucre vrac,
- ⇒ l'incendie de sucre vrac,
- ⇒ l'incendie de matières combustibles dont les articles sucrés conditionnés,
- ⇒ les pollutions accidentelles.

- Détermination de la probabilité :

Le pétitionnaire a tout d'abord déterminé les fréquences d'apparition des différents événements initiateurs liés à un même événement redouté central. Puis, ces fréquences ont été associées à l'aide de règles logiques basées sur le principe des portes OU/ET pour aboutir à la probabilité d'occurrence de chacun des phénomènes dangereux identifiés.

Aux dires de l'exploitant, les cotations en probabilité des événements initiateurs sont effectuées grâce à une approche semi-quantitative basée sur le nombre et la qualité des « barrières de prévention » mises en œuvre sur le site.

**Les éléments transmis les 7 juillet et 21 août 2008 par la société SAINT LOUIS SUCRE n'ont apporté aucune réponse satisfaisante aux questions et remarques formulées dans notre rapport du 18 juillet 2007. La partie propre à la détermination de la probabilité d'apparition des différents phénomènes dangereux demeure indigente malgré nos demandes de compléments. La définition des mesures de maîtrise des risques ainsi que la détermination des niveaux de confiance associés ne satisfont toujours pas aux critères établis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et la circulaire du 28 décembre 2006. En outre, des incohérences flagrantes vis à vis de la méthodologie proposée persistent lors de l'assignation des niveaux d'occurrence des phénomènes dangereux.**

**Cependant, les modélisations réalisées par le pétitionnaire mettent en évidence que :**

- ⇒ **les conséquences d'une explosion ou d'un incendie de sucre vrac demeurent circonscrites à l'intérieur des limites de propriété du site,**
- ⇒ **les stockages de matières premières à l'origine d'effets thermiques impactant des terrains hors de l'emprise de l'établissement sont soumis à simple déclaration et, de fait, ne nécessitent pas de mesures de maîtrise de l'urbanisme.**

**Dès lors, en application du principe de proportionnalité, nous ne réitérerons pas les demandes déjà exprimées et ce bien que les compléments d'information envoyés par l'exploitant soient notoirement insuffisants.**

Explosion de sucre vrac :

L'exploitant a caractérisé les niveaux de probabilité des phénomènes dangereux liés à l'explosion de sucre vrac dans chacun des volumes suivants :

- ⇒ la tour Usine (phénomène dangereux E1),
- ⇒ la galerie de liaison tour Nord – tour de manutention du silo vertical (phénomène dangereux E2),
- ⇒ la tour de manutention du silo vertical (phénomènes dangereux E3 et E4),
- ⇒ la galerie de liaison tour de manutention –silo vertical (phénomène dangereux E5),
- ⇒ la galerie de liaison tour de manutention – tour de tamisage (phénomène dangereux E6),
- ⇒ le silo vertical (phénomènes dangereux E7 à E9),
- ⇒ la tour de tamisage (phénomènes dangereux E10 et E19),
- ⇒ l'atelier de chargement vrac (phénomènes dangereux E20 à E22),
- ⇒ le hall de conditionnement (phénomènes dangereux E23 à E26),
- ⇒ les postes de dépotage et d'alimentation en sucre vrac (phénomène dangereux E27).

La propagation aux structures voisines d'une explosion survenant dans l'une de ces enceintes a été écartée par la mise en œuvre de dispositifs de découplage pour la plupart constitués de cloisons résistant à une pression absolue comprise entre de 1,035 et 1,06 bar.

Les pseudos mesures de maîtrise des risques (MMR) prises en considération par la société SAINT LOUIS SUCRE pour déterminer les probabilités résiduelles des phénomènes E1 à E27 sont recensées ci-après :



| MMR  | Efficacité  | Cinétique | Testabilité et maintenance | Niveau de confiance |
|--|---|-----------|----------------------------|---------------------|
| Bande antistatique et non propagatrice de flamme   | Dispositif passif<br>Normes NFT 47 108 et NFT 47 109                        | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Liaisons équipotentielles et mises à la terre      | Dispositif passif   | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Capteur de déport de bande                         | Efficace par conception   | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Contrôleur de rotation                             | Efficace par conception   | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Boulon indéserrable                                | <i>Non déterminée</i>   | Adéquate  | <i>Non déterminées</i>     | <i>NC 1</i>         |
| Sonde de températures                              | <i>Non déterminée</i>   | Adéquate  | Oui                        | <i>NC 1</i>         |
| Dépoussiéreur                                      | Dimensionné en fonction des caractéristiques de l'équipement à dépoussiérer | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Matériel ATEX                                      | Equipement répondant à une norme reconnue                                   | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Détecteur de métal                                 | Efficace par conception et bien dimensionné                                 | Adéquate  | Oui                        | NC 1                |
| Détecteur d'étincelles                             | <i>Non déterminée</i>   | Adéquate  | <i>Non déterminées</i>     | <i>NC 1</i>         |
| Consignation d'un équipement ou d'une installation | Dispositif passif   | Adéquate  | -                          | -                   |

In fine, la totalité des niveaux de probabilité associés par l'exploitant aux phénomènes d'explosion de sucre vrac (E1 à E27) appartiennent aux classes B ou C.

#### Incendie de sucre vrac :

L'exploitant a défini la probabilité d'occurrence d'un incendie de sucre dans la chambre de stockage du silo vertical (phénomène dangereux I1). Le résultat obtenu est de C.

#### Incendie de matières combustibles :

L'incendie de matières combustibles, hors sucre vrac, a été pris en considération au niveau :

- ⇒ des magasins de matières premières et emballages Est et Ouest (phénomènes dangereux IMP Est et IMP Ouest),
- ⇒ du magasin de palettes et intercalaires (phénomène dangereux IPI).

Ici encore, les pseudos mesures de maîtrise des risques utilisées par le pétitionnaire pour établir les probabilités résiduelles des phénomènes IMP Est, IMP Ouest et IPI sont décrites ci-après :

| MMR   | Efficacité  | Cinétique | Testabilité et maintenance    | Niveau de confiance |
|---|---|-----------|-------------------------------|---------------------|
| Détection automatique d'incendie  | Norme NFS 61 950<br>Règle APSAD R7                    | Adéquate  | Contrôles semestriels         | NC 1                |
| Extinction automatique à eau  | Règle APSAD R1  | Adéquate  | Contrôles semestriels         | NC 1                |
| Ouvrage séparatif coupe-feu et fermetures coupe-feu                           | Règles CNPP D14 et D15<br>Règles APSAD R15 et R16     | Adéquate  | Contrôle annuel des portes CF | NC 1                |
| Exutoire de fumée et de chaleur   | Règle APSAD R17                                       | Adéquate  | Contrôle annuel               | NC 1                |
| Robinet incendie armée  | Règle APSAD R5  | Adéquate  | Contrôle annuel               | NC 1                |
| Matériaux de construction non combustibles excepté les matériaux d'étanchéité | Respect des règles de classement au feu des matériaux | Adéquate  | Oui                           | NC 1                |
| Matériel électrique adapté  | Equipement répondant à une norme reconnue             | Adéquate  | Oui                           | NC 1                |
| Consignation d'un équipement ou d'une installation                            | Dispositif passif                                     | Adéquate  | -                             | -                   |

Le niveau de probabilité estimé pour ces trois phénomènes redoutés est de B.

### Pollutions accidentelles :

Le demandeur a assigné une probabilité d'occurrence de B à une pollution accidentelle des eaux et sols par les effluents d'extinction d'un incendie.

- Détermination de la gravité

Dans une première approche, l'industriel a apprécié la gravité des différents phénomènes dangereux de manière empirique en se basant sur le retour d'expérience connu. Cette estimation s'est faite sans tenir compte du dimensionnement des scénarii identifiés ni de la réelle intensité qu'ils sont susceptibles de générer.

Afin de s'assurer de la pertinence des choix arrêtés, la société SAINT LOUIS SUCRE a par la suite dimensionné les phénomènes dangereux à même de présenter les conséquences les plus importantes de par les volumes de matières mis en jeu ou la proximité de cibles potentielles.

### Explosion de sucre vrac :

Le pétitionnaire a choisi de modéliser les phénomènes dangereux suivants :

- ⇒ l'explosion primaire dans la galerie de liaison tour Nord – tour de manutention du silo vertical (phénomène dangereux E2),
- ⇒ l'explosion primaire dans la chambre à sucre du silo vertical (phénomène dangereux E7),
- ⇒ l'explosion primaire dans la cellule de plus grande capacité de la tour de tamisage (phénomène dangereux E11),
- ⇒ l'explosion secondaire dans la cellule d'alimentation du broyeur de sucre glace (phénomène dangereux E14),
- ⇒ l'explosion primaire dans l'une des cellules de plus grande capacité de l'atelier de conditionnement (phénomène dangereux E23).

Les scénarii d'explosions primaires dans les tours de manutention ont été écartés par l'exploitant qui affirme que la tour Usine et la tour du silo vertical seront respectivement divisées en 4 et 7 étages, isolés les un des autres par des planchers bétons. Dans les deux cas, l'escalier ne pourra constituer une communication directe entre ces différents niveaux puisque sa cage sera située à l'extérieur des étages. De fait, en cas de surpression, les volumes mis en jeu seraient limités.

Le demandeur s'est attaché à déterminer l'enveloppe géographique associée à des effets de surpression de :

- ⇒ 20 mbar, seuil des effets indirects par bris de vitre sur l'homme,
- ⇒ 50 mbar, seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine,
- ⇒ 140 mbar, seuil des effets létaux correspondant à la zone de dangers graves pour la vie humaine,
- ⇒ 200 mbar, seuil des effets létaux significatifs correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine.

L'évaluation des conséquences d'une explosion de poussières de sucre a été menée à l'aide d'une méthode associant un calcul de BRODE pour l'énergie et un indice multi-énergie pour les effets de pression. Cette méthodologie a été développée dans le Guide de l'Etat de l'Art sur les silos établi par l'INERIS.

Les hypothèses retenues dans le cadre des modélisations sont synthétisées ci-après :

| Phénomène dangereux | Volume de l'enceinte considérée | Découplage | Event ou paroi soufflable | Surface éventable ou soufflable | Norme de référence            | Hauteur de l'évent ou des parois soufflables | Pression de rupture |
|---------------------|---------------------------------|------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|--|---------------------|
| E2                  | 1 970 m <sup>3</sup>            | Oui        | Oui                       | 52 m <sup>2</sup>               | NF EN 14491<br>ou<br>VDI 3673 | 12,25 m                                      | 0,015 bar           |
| E7                  | 52 590 m <sup>3</sup>           | Oui        | Oui                       | 702 m <sup>2</sup>              |                               | 45,9 m                                       | 0,115 bar           |
| E11                 | 415 m <sup>3</sup>              | Oui        | Oui                       | 15,9 m <sup>2</sup>             |                               | 39,75 m                                      | 0,1 bar             |
| E14                 | 22 m <sup>3</sup>               | Non        | Oui                       | 4,9 m <sup>2</sup>              |                               | 12,3 m                                       | 0,1 bar             |
| E23                 | 30 m <sup>3</sup>               | Oui        | Oui                       | 2,1 m <sup>2</sup>              |                               | 20,9 m                                       | 0,1 bar             |

Les résultats des modélisations sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Phénomène dangereux  | Distance aux seuils d'effets de surpression<br>(depuis le centre de l'enceinte concernée) |         |          |          |
|--|---|---------|----------|----------|
|  | 20 mbar   | 50 mbar | 140 mbar | 200 mbar |
| Explosion primaire dans la de liaison tour Nord – tour de manutention du silo vertical (E2)              | NA  | NA      | NA       | NA       |
| Explosion primaire dans la chambre à sucre du silo vertical (E7)   | 265 m   | 127 m   | 42 m     | NA       |
| Explosion primaire dans la cellule de plus grande capacité de la tour de tamisage (E11)                  | 57 m  | NA      | NA       | NA       |
| Explosion secondaire dans la cellule d'alimentation du broyeur de sucre glace (E14)                      | 57 m  | 27 m    | 7,5 m    | NA       |
| Explosion primaire dans l'une des cellules de plus grande capacité de l'atelier de conditionnement (E23) | NA  | NA      | NA       | NA       |

NA = Non Atteint

Hormis la distance d'effets de surpression à 20 mbar pour l'explosion dans la chambre à sucre du silo vertical, les zones calculées restent incluses dans les limites de propriété. Un niveau de gravité modéré est donc assigné aux phénomènes dangereux E7, E11, E14 et E23.

Par ailleurs, l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables prévoit que :

*« L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite .../... »*

Pour répondre à cette exigence, la société SAINT LOUIS SUCRE a transmis le 24 mars 2006 à M. le Préfet de la Somme une étude de dangers actualisée prenant en compte les silos plats existants. Celle-ci est actuellement en cours d'analyse par l'Inspection des Installations Classées. Les résultats affichés sont donc à considérer avec prudence et devront faire l'objet d'une validation.

Toutefois, basée sur un calcul mené par l'INERIS en 2000, elle conclut à l'absence d'effets de surpression à 50 et 140 mbar lors d'une explosion primaire dans la galerie sous cellule se propageant aux magasins n°3 et 4. Elle précise également que la propagation d'une explosion de l'un des silos plats vers le second sera rendue impossible par la réalisation effective des aménagements préconisés par l'INERIS. Ainsi, chacun des deux magasins dispose en toiture d'une surface soufflable de 400 m<sup>2</sup> qui rompt à une surpression de 30 mbar. Par ailleurs, un découplage a été installé entre les galeries et les magasins.

**A diverses reprises, il a été demandé à l'industriel de :**

- ⇒ **décrire l'emplacement et la nature des découplages existants au niveau des deux silos plats,**
- ⇒ **justifier que ces équipements sont adaptés pour faire face à la pression réduite maximale pouvant apparaître en cas d'explosion dans l'une des chambres de stockage ou au niveau d'une galerie.**

**Aucune réponse ne nous a été apportée à ce jour. L'exploitation des magasins 3 et 4 étant antérieure à la création du projet EUROPAC, ces bâtiments ne seront pas réglementés dans le cadre de la présente demande mais feront l'objet d'un arrêté complémentaire ultérieur. Il conviendra à cette occasion que l'exploitant apporte les informations susvisées.**

Incendie de sucre vrac :

Le demandeur a défini par le calcul les conséquences d'un incendie de sucre dans la chambre de stockage du silo vertical (phénomène dangereux I1).

Il a mené des calculs d'évaluation du rayonnement visant à déterminer l'enveloppe géographique pour les flux de :

- ⇒ 3 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine,
- ⇒ 5 kW/m<sup>2</sup>, seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine,
- ⇒ 8 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets létaux significatifs correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine ; seuil des effets dominos et correspondant au seuil de dégât grave sur les structures.

La hauteur de flammes a été estimée à l'aide de la corrélation de THOMAS. Les calculs ont été réalisés à l'aide d'un modèle assimilant le sinistre à un feu de nappe.

L'évaluation du rayonnement incident a été menée en retenant les hypothèses suivantes :

- ⇒ l'incendie s'est généralisé à 52 m d'altitude à la totalité de la surface de stockage, l'intégrité du silo étant conservée et la chambre à sucre remplie,
- ⇒ l'émittance est choisie à 30 kW/m<sup>2</sup>,
- ⇒ la vitesse de combustion considérée est de 10 g/m<sup>2</sup>/s.

Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau ci-après :

| Phénomène dangereux   | Altitude de la cible depuis le sol | Distance aux seuils d'effets thermiques (depuis le bord de la cellule) |                     |                     |
|---|------------------------------------|--|---------------------|---------------------|
|   |                                    | 8 kW/m <sup>2</sup>  | 5 kW/m <sup>2</sup> | 3 kW/m <sup>2</sup> |
| Incendie de sucre dans la chambre du silo vertical (phénomène dangereux I1) | 1,5 m (cibles humaines)            | NA   | NA                  | NA                  |
|   | 8,5 m (cellules de stockages)      | NA   | NA                  | NA                  |
|   | 50 m (tour de tamisage)            | 13 m   | 27 m                | 50 m                |

NA = Non Atteint

Les rayonnements calculés ci dessus demeurent inclus dans les limites de propriété de l'établissement. Aussi, le phénomène dangereux I1 s'est vu allouer un niveau de gravité modéré.

Le pétitionnaire affirme que l'incendie de sucre dans la chambre de stockage du silo vertical n'engendrera aucun effet domino au regard de l'éloignement des installations qui mettent en jeu des quantités importantes de matières combustibles. En outre, les phénomènes de surpression potentiellement initiés par un incendie de la cellule phénix au niveau de la tour de manutention attenante ou des galeries de liaison proches ont été pris en considération dans l'analyse des risques.

**Malgré nos demandes répétées, l'exploitant ne nous a pas fait connaître les dispositions prises ou envisagées pour réduire l'intensité d'un incendie au niveau des magasins de sucre n°3 et 4. Là encore, la société SAINT LOUIS SUCRE devra apporter ces compléments pour permettre à l'Inspection des Installations Classées de mener à bien l'instruction de l'étude de dangers transmise en mars 2006.**

#### Incendie de matières combustibles :

Bien qu'ils mettent en jeu des phénomènes dangereux associés à des installations soumises à simple déclaration, le pétitionnaire a choisi de modéliser les scénarii suivants :

- ⇒ l'incendie des magasins de matières premières et emballages Est et Ouest (phénomènes dangereux IMP Est et IMP Ouest),
- ⇒ l'incendie du magasin de palettes et intercalaires (phénomène dangereux IPI).

Il a mené des calculs d'évaluation du rayonnement visant à déterminer l'enveloppe géographique pour les flux de :

- ⇒ 3 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine,
- ⇒ 5 kW/m<sup>2</sup>, seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine,
- ⇒ 8 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets létaux significatifs correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine ; seuil des effets dominos et correspondant au seuil de dégât grave sur les structures.

La détermination des conséquences a été menée en considérant un incendie généralisé à la totalité de la surface de chaque cellule sans que ne soit affecté de coefficient d'occupation. La hauteur de flammes a été calculée grâce à la formule de THOMAS.

Les hypothèses retenues pour les modélisations sont décrites ci-après :

| Phénomène dangereux | Surface de la cellule considérée | Débit massique de combustion | Emittance            | Mur coupe-feu 2h(      |                |         |
|---------------------|----------------------------------|------------------------------|----------------------|------------------------|----------------|---------|
|                     |                                  |                              |                      | Paroi                  | Longueur       | Hauteur |
| IMP Est             | 1 650 m <sup>2</sup>             | 0,024 kg/m <sup>2</sup> .s   | 30 kW/m <sup>2</sup> | Nord-Ouest<br>Nord-Est | Toute la paroi | 7 m     |
| IMP Ouest           | 400 m <sup>2</sup>               | 0,027 kg/m <sup>2</sup> .s   |                      | Nord-Est<br>Sud-Est    | Toute la paroi | 7 m     |
| IPI                 | 1 400 m <sup>2</sup>             | 0,046 kg/m <sup>2</sup> .s   |                      | Nord-Ouest<br>Sud-Est  | Toute la paroi | 7 m     |

Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau ci-après :

| Phénomène dangereux   | Façade     | Distance aux seuils d'effets thermiques (depuis la façade considérée) |                     |                     |
|---|------------|---|---------------------|---------------------|
|   |            | 8 kW/m <sup>2</sup>   | 5 kW/m <sup>2</sup> | 3 kW/m <sup>2</sup> |
| Incendie du magasin de matières premières et emballages Est (phénomène dangereux IMP Est)     | Nord-Est   | NA  | 21 m                | 38 m                |
|   | Sud-Est    | 17 m  | 26 m                | 37 m                |
|   | Sud-Ouest  | 23 m  | 35 m                | 50 m                |
|   | Nord-Ouest | NA  | NA                  | 27 m                |
| Incendie du magasin de matières premières et emballages Ouest (phénomène dangereux IMP Ouest) | Nord-Est   | NA  | NA                  | NA                  |
|   | Sud-Est    | NA  | NA                  | NA                  |
|   | Sud-Ouest  | 12 m  | 18 m                | 25 m                |
|   | Nord-Ouest | 12 m  | 18 m                | 25 m                |
| Incendie du magasin de palettes et intercalaires (phénomène dangereux IPI)                    | Nord-Est   | 13 m  | 20 m                | 28 m                |
|   | Sud-Est    | NA  | 19 m                | 37 m                |
|   | Sud-Ouest  | 13 m  | 20 m                | 28 m                |
|   | Nord-Ouest | NA  | 19 m                | 37 m                |

NA = Non Atteint

Le demandeur a également défini la dispersion des rejets de fumées toxiques en cas d'incendie à l'aide du logiciel PHAST. La modélisation conclut que ni le seuil des effets irréversibles pour une exposition de 60 mn ni celui des effets létaux ne seront atteints au niveau du sol.

Lors d'un incendie de matières combustibles, les zones associées aux effets létaux significatifs et aux premiers effets létaux, qu'ils soient thermiques ou toxiques, seront maintenues dans l'enceinte du site appartenant à la société SAINT LOUIS SUCRE. Par contre, les effets thermiques irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) en cas d'incendie dans le magasin de matières premières Est ou dans la cellule de stockage de palettes et intercalaires sortiront des limites de propriété de l'établissement sur sa partie Sud-Est pour impacter des terrains agricoles.

A l'aide de la fiche n°1 jointe à la circulaire du 28 décembre 2006, intitulée « Eléments pour la détermination de la gravité des accidents », le pétitionnaire a déterminé le nombre de personnes exposées selon des données forfaitaires. Pour chacun des deux accidents recensés, au maximum une personne sera touchée.

En conséquence, un niveau de gravité sérieux a été assigné aux phénomènes dangereux IMP Est et IPI. Au scénario IMP Ouest, une gravité modérée a été associée.

#### 4.3.4. Cotation de la criticité des phénomènes dangereux identifiés

Les phénomènes dangereux étudiés dans l'analyse des risques ont été positionnés par l'exploitant dans la matrice d'acceptabilité des risques réglementaires :

|   |                | Probabilité d'occurrence<br>(sens croissant de E vers A) |   |                                  |   |   |
|---|----------------|--|---|----------------------------------|---|---|
|   |                | E  | D | C                                | B   | A |
| Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque | Désastreux     |  |   |                                  |   |   |
|   | Catastrophique |  |   |                                  |   |   |
|   | Important      |  |   |                                  |   |   |
|   | Sérieux        |  |   |                                  | IMP Est, IPI  |   |
|   | Modéré         |  |   | E3, E7 à E11, E18 à E22, E25, I1 | E1, E2, E4 à E6, E12 à E17, E23, E24, E26, E27, IPM Ouest |   |

☞ E1 à E27 : Explosion de sucre vrac

☞ I1 : Incendie dans la chambre à sucre du silo vertical

☞ IMP Ouest et Est : Incendie des magasins de matières premières Ouest et Est,

☞ IPI : Incendie du local palettes et intercalaires.

#### 4.3.5. Eloignement des installations – Maîtrise de l'urbanisation

##### • Distances d'éloignement :

Dans son article 6, l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables prévoit que :

« Pour les nouvelles installations, la délivrance de l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux visés à l'article 1er du présent arrêté) et des tours de manutention :

☞ par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux.

☞ par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux. »

Les zones à risques forfaitaires définies suivant les termes de l'article susvisé, associées aux nouvelles installations objet de la présente demande, sont reprises ci-dessous :

| Installation  | Hauteur de la cellule | Hauteur de la tour de manutention | Zone 1<br>Article 6 de l'AM du 29/03/2004<br>alinéa 1 <sup>er</sup> | Zone 2<br>Article 6 de l'AM du 29/03/2004<br>alinéa 2 <sup>nd</sup> |
|---------------|-----------------------|-----------------------------------|---|---|
| Silo vertical | 57 m                  | 64 m                              | 96 m  | 25 m  |
| Tour Usine    |                       | 23 m                              | 35 m  | 10 m  |

**Ces distances d'éloignement sont en conformité avec les dispositions de l'article précité. Elles sont circonscrites dans les limites de propriété de l'établissement.**

- Porter à connaissance « risques technologiques » – Maîtrise de l'urbanisation

Compte tenu de l'ampleur des zones à risques générées par les installations de l'unité EUROPAC, il conviendra que soient définies autour du site des zones de protection pour des raisons de sécurité.

Les phénomènes dangereux concernés présentant une probabilité d'occurrence de classe B ou C, les préconisations suivantes seront à considérer :

- ⇒ toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à **des effets létaux significatifs**, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques,
- ⇒ toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à **des effets létaux**, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement. La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle,
- ⇒ dans les zones exposées à **des effets irréversibles**, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible. L'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations sont réglementés dans le même cadre,
- ⇒ dans les zones exposées à **des effets indirects**, l'autorisation de nouvelles constructions est la règle. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de suppression lorsqu'un tel effet est généré.

Les zones de protection liées à l'explosion de poussières de sucre dans la chambre du silo vertical sont explicitées par rapport au centre de l'enceinte. Elles sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

| Nature de l'accident                               | Effets létaux significatifs | Effets létaux | Effets irréversibles | Effets indirects |
|--|-----------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| Explosion dans la chambre à sucre du silo vertical | -                           | 42 m          | 127 m                | 265 m            |

Enfin, rappelons ici que certaines modélisations touchant aux magasins d'entreposage de matières premières, d'emballages et de palettes vides mettent en avant des zones d'effets thermiques sortant des limites de propriété du site. Toutefois, dans la présente demande, l'activité de stockage de matières combustibles est soumise à simple déclaration. Conformément aux dispositions de la circulaire du 4 mai 2007, relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, « les installations soumises à déclaration ou non classées ne sont pas concernées et ne font pas l'objet d'un porter à connaissance. Ainsi, tous les phénomènes dangereux issus des installations D ou NC ne font pas partie du porter à connaissance risques technologiques. »

**En conséquence, les zones de protection liées à une incendie de matières combustibles ne feront pas l'objet de propositions de mesures de maîtrise de l'urbanisation.**

#### 4.3.6. Moyen de prévention et de protection

- Dispositions génériques à l'unité EUROPAC :

##### Détection incendie :

Les deux magasins de matières premières et emballages, la cellule de stockage des palettes vides, la chaufferie, les bureaux ainsi que le local sprinkler seront équipés d'une détection incendie. La transmission de l'alarme à l'exploitant sera rendue possible 24 heures sur 24 par un report au poste de gardiennage.

##### Dépoussiérage :

L'unité EUROPAC sera pourvue de neuf centrales de dépoussiérage de type voie sèche avec décolmatage automatique des filtres par air comprimé. Elles équiperont toutes les cellules de stockage, les volumes situés sur et sous la chambre du silo vertical ainsi que la totalité des circuits de manutention et de travail du sucre (tamiseurs, broyeur sucre glace, déchargement vrac, transporteurs, élévateurs). Les poussières seront récupérées puis stockées en big-bags avant d'être emmenées pour refonte en sucrerie.

Chaque dépoussiéreur sera équipé :

- ⇒ de filtres antistatiques,
- ⇒ de contrôleurs de rotation des vis de transport des fines,
- ⇒ de sondes de température sur les paliers des ventilateurs,
- ⇒ de liaisons équipotentielle avec les tronçons du réseau de dépoussiérage,
- ⇒ d'un évent normalisé sur le caisson,
- ⇒ d'un pot de découplage,
- ⇒ d'un asservissement au fonctionnement des installations de manutention associées avec déclenchement d'une alarme.

#### Events et parois soufflables :

Des évents et parois soufflables seront installés sur les principaux bâtiments, sous-ensembles et équipements du site mettant en jeu du sucre en vrac. Ils seront dimensionnés suivant les normes NF EN 14491 ou VDI 3673 :

| Volume ou équipement protégé   | Surface d'évent ou soufflable                              | Norme de référence      | Pression statique d'ouverture | Nature des surfaces    |
|--|--|-------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Tour Usine   | 215 m <sup>2</sup>   |                         | 30 mbar                       | Bardage double peau    |
| Galerie de liaison tour Nord – tour de manutention                   | 52 m <sup>2</sup>  |                         | 15 mbar                       | Hublots de désenfumage |
| Tour de manutention du silo vertical                                 | 506 m <sup>2</sup>   |                         | 30 mbar                       | Bardage double peau    |
| Grenier du silo vertical   | 26,4 m <sup>2</sup>  |                         | 7 mbar                        | Bardage                |
| Chambre de stockage du silo vertical                                 | 702 m <sup>2</sup>   |                         | 115 mbar                      | Toiture éventable      |
| Salle de vidange du silo vertical                                    | 70,4 m <sup>2</sup>  |                         | 207 mbar                      | Bardage double peau    |
| Tour de tamisage   | 975 m <sup>2</sup>   |                         | 30 mbar                       | Bardage double peau    |
| Cellule de tamisage (415 m <sup>3</sup> )                            | 15,9 m <sup>2</sup>  |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellule de tamisage (395 m <sup>3</sup> )                            | 15,9 m <sup>2</sup>  |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellules de tamisage (235 m <sup>3</sup> )                           | 14,5 m <sup>2</sup>  |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellules de tamisage (117 m <sup>3</sup> )                           | 8,3 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellule de tamisage (100 m <sup>3</sup> )                            | 8,3 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellules de tamisage (47 m <sup>3</sup> )                            | 4,9 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellule d'alimentation du broyeur à sucre glace (22 m <sup>3</sup> ) | 4,9 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellules avant machines de conditionnement (27,7 m <sup>3</sup> )    | 2,1 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Cellules avant machines de conditionnement (28,1 m <sup>3</sup> )    | 2,1 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Silos du poste de chargement vrac (48 m <sup>3</sup> )               | 2,9 m <sup>2</sup>   |                         | 100 mbar                      | Toit frangible         |
| Elévateurs des tours Usine et de manutention du silo vertical        | 0, 8 m <sup>2</sup> en pied et en tête de chaque élévateur | NF EN 14491 ou VDI 3673 | 100 mbar                      | Events normalisés      |
| Elévateurs de la tour de tamisage                                    | 0, 46 m <sup>2</sup> en tête de chaque élévateur           | NF EN 14491 ou VDI 3673 | 100 mbar                      | Event normalisé        |
| Dépoussiéreurs   | Sur le caisson du dépoussiéreur                            | NF EN 14491 ou VDI 3673 | 100 mbar                      | Event normalisé        |



Chaque évenement sera équipé d'un dispositif de rupture de membrane à détection électrique permettant de s'assurer de son intégrité.

#### Découplage :

Afin de supprimer le risque de propagation d'une explosion entre les différentes enceintes, les dispositifs de découplage suivants seront mis en place :

| Volume A   | Volume B   | Caractéristique du découplage entre A et B         | Pression relative de résistance |
|--|--|--|---------------------------------|
| Sucrerie   | Tour Usine   | Bardage métallique double peau avec porte intégrée | 65 mbar                         |
| Galerie sous silo du magasin n°3                   | Tour Usine   | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 65 mbar                         |
| Tour Usine   | Galerie de liaison tour Usine - magasin n°3        | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 55 mbar                         |
| Galerie de liaison tour Usine - magasin n°3        | Chambre du magasin n°3                             | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 65 mbar                         |
| Chambre du magasin n°3                             | Tour Nord  | Bardage métallique double peau avec porte intégrée | 70 mbar                         |
| Tour Nord  | Galerie de liaison tour Nord – tour de manutention | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 70 mbar                         |
| Galerie de liaison tour Nord – tour de manutention | Tour de manutention du silo vertical               | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 40 mbar                         |
| Tour de manutention du silo vertical               | Galerie de liaison vers le silo vertical           | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 60 mbar                         |
| Tour de manutention du silo vertical               | Galerie de liaison vers la tour de tamisage        | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 65 mbar                         |
| Galerie de liaison vers le silo vertical           | Grenier du silo vertical                           | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 65 mbar                         |
| Grenier du silo vertical                           | Chambre de stockage du silo vertical               | Ecluse rotative                                    | 9 bar                           |
| Chambre de stockage du silo vertical               | Salle de vidange du silo vertical                  | Trémies de désilage                                |                                 |
| Salle de vidange du silo vertical                  | Tour de manutention du silo vertical               | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 55 mbar                         |
| Galerie de liaison vers la tour de tamisage        | Tour de tamisage                                   | Panneau sandwich métallique avec porte intégrée    | 40 mbar                         |

Les portes implantées dans les découplages devront être munies de dispositifs de fermeture automatique. L'obligation de maintenir ces portes fermées, hors passage du personnel, sera établie par consigne et clairement affichée. Ces dispositions sont actées à l'article 8.1.2.2. du projet d'arrêté préfectoral joint.

- Dispositions propres à certaines installations

#### Silo vertical :

Le silo vertical sera construit en acier. Le seul équipement électrique présent à l'intérieur sera une sonde de niveau qui répondra aux standards ATEX. L'alimentation de la chambre à sucre sera réalisée par une écluse rotative empêchant la propagation d'une explosion entre le grenier et la cellule de stockage. Le remplissage sera asservi au fonctionnement de dépoussiérages équipant conjointement le grenier et la chambre à sucre.

Le désilage sera effectué par 129 trémies. L'extraction sera menée en circuit fermé par des vis débouchant sur des transporteurs à chaînes. Ces équipements de manutention seront également équipés d'un dépoussiérage avec asservissement. La conception du silo permettra d'évacuer plus de 99 % du sucre présent dans le volume.

Le silo bénéficiera d'un toit éventable muni d'un système d'accrochage s'ouvrant en parapluie. La surface soufflable sera de 702 m<sup>2</sup> et aura une pression d'ouverture de 115 mbar.

Il est à noter que les seules opérations de maintenance envisagées dans la chambre à sucre consisteront en des opérations manuelles de nettoyage. Toute intervention susceptible de faire apparaître un point chaud sera proscrite. Cette dernière restriction est reprise à l'article 8.1.5. du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

#### Dépotage de sucre vrac :

L'acheminement du sucre contenu dans les poids lourds jusqu'au silo vertical ou à la tour de tamisage se fera par transport pneumatique. La tuyauterie de chacun des deux postes de dépotage résistera à une pression de 10 bars absolus et sera protégée par un suppresseur d'explosion. L'ouverture des vannes de déchargement sera asservie à la mise à la terre de la citerne des véhicules.

L'alimentation de la cellule phénix par dépotage de sucre vrac aura lieu via une trémie de 5 m<sup>3</sup> installée dans la tour de manutention voisine. Celle-ci sera équipée d'un suppresseur d'explosion et découplée de l'élévateur de chargement du silo par une écluse rotative.

#### Equipements de manutention du sucre :

Les appareils de manutention du sucre vrac seront munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de l'installation pouvant amener à la création d'une source d'ignition :

| Type d'équipements                         | Mesures de prévention – Détecteurs   |
|--|--|
| Elévateurs                                 | <ul style="list-style-type: none"><li>• Bandes anti-statiques non propagatrices de flamme</li><li>• Capteurs de déport de bande</li><li>• Contrôleurs de rotation</li><li>• Boulons de fixation des godets indesserrables</li><li>• Sondes de températures sur les paliers</li><li>• Arrêt d'urgence</li></ul> |
| Transporteurs à bande                      | <ul style="list-style-type: none"><li>• Bandes anti-statiques non propagatrices de flamme</li><li>• Capteurs de déport de bande</li><li>• Contrôleurs de rotation</li><li>• Sondes de températures sur les paliers</li><li>• Arrêt d'urgence</li></ul>   |
| Transporteurs à chaîne                     | <ul style="list-style-type: none"><li>• Contrôleurs de rotation</li><li>• Contrôleurs de bourrage en tête</li></ul>  |
| Vis  | <ul style="list-style-type: none"><li>• Contrôleurs de rotation</li></ul>  |
| Alimentation des lignes de conditionnement | <ul style="list-style-type: none"><li>• Détecteurs de métal et pièges magnétiques</li></ul>  |

#### Galerie de liaison tour Usine – tour de manutention du silo vertical :

La passerelle aérienne disposera de hublots à ouverture automatique pour permettre l'évacuation de la chaleur en cas d'incendie au niveau de la bande de transport. Ces exutoires seront implantés tous les 10 mètres et se déclencheront dès que la température intérieure atteindra 93°C.

A la demande de la société SAINT LOUIS, l'INERIS a déterminé les conséquences d'une explosion se produisant dans la galerie de liaison. Le calcul démontre que la surpression résultant de ce phénomène atteindrait 20 mbar et ne générerait pas d'effet sur les cibles voisines. Les dispositifs de désenfumage, qui jouent également le rôle de surfaces soufflables, seront prévus en quantité suffisante et convenablement répartis sur toute la longueur du volume.

Par contre, l'estimation des distances de projection des structures devant permettre l'évacuation d'une explosion a mis en évidence que les hublots pourraient être propulsés par le souffle dans un rayon de 6 mètres. Afin de préserver les usagers de la route départementale, les orifices de désenfumage implantés sur la longueur de la galerie surplombant l'axe routier ainsi que sur une dizaine de mètres de part et d'autre seront ancrés de sorte à ne pouvoir être à l'origine de projections sur la chaussée ou ses abords.

La réalisation du convoyeur aérien assurant le lien entre les magasins n°3 et 4 de l'actuelle sucrerie et la tour de manutention du silo vertical n'est prévue que dans le cadre de la deuxième phase du projet. A ce jour, le pétitionnaire n'est pas en mesure de nous apporter un descriptif précis des dispositions qui seront mises en œuvre pour assurer l'attache des hublots au reste de la structure en cas d'explosion et ainsi éviter leur projection sur la RD 4221. Au plus tard un mois avant la mise en service de la galerie, la société SAINT LOUIS SUCRE devra transmettre à l'Inspection des Installations Classées une étude détaillée attestant de l'efficacité des choix constructeur retenus. Cette obligation est établie à l'article 8.1.9. du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

#### Tour de tamisage :

Toutes les cellules de stockage de la tour de tamisage seront munies d'un toit éventable. Elles disposeront également d'une boîte directionnelle avec contrôle de position et d'une vanne de sectionnement faisant office de découplages amont et aval.

Un suppresseur d'explosion sera installé en pied de chacun des trois élévateurs implantés dans la tour de tamisage.

#### Fabrication de sucre glace :

Le broyeur à marteaux sera alimenté par une écluse rotative et muni d'un cyclofiltre en sortie. L'ensemble sera conçu pour résister à une pression d'explosion de 10 bars. L'installation de fabrication de sucre glace sera en outre équipée de détecteurs de métal et d'étincelles.

#### Halls de conditionnement et de palettisation :

Les couvertures des deux halls du bâtiment de conditionnement seront en matériaux incombustibles répondant à la classe et indice T 30-1 (*Euroclasse Broof, t3*). Des exutoires de fumée munis de commandes automatiques et manuelles seront installés. Ils seront distants d'au moins 7 mètres des parois coupe-feu. Leur surface utile représentera 1% de la superficie de la toiture.

#### Cellules de stockage de matières combustibles :

Les deux magasins de stockage de matières premières et emballages ainsi que le local d'entreposage des palettes et intercalaires seront implantés à plus de 20 mètres des limites de propriété de l'unité EUROPAC.

Les murs extérieurs de ces bâtiments seront construits en matériaux incombustibles. La façade Sud-Est du magasin d'entreposage de palettes vides et d'intercalaires sera également coupe-feu 2 heures (*Euroclasse REI 120*).

Les trois cellules présenteront des surfaces au sol inférieures à 6 000 m<sup>2</sup>. Elles ne seront pas mitoyennes. Elles seront séparées des autres locaux par des murs coupe-feu 2 heures (*Euroclasse REI 120*). Les portes disposées dans ces diverses parois présenteront un degré coupe-feu 2 heures (*Euroclasse EI 60*) et seront munies de dispositifs de fermeture automatique.

Les toitures des différents lieux de stockage seront en matériaux incombustibles répondant à la classe et indice T 30-1 (*Euroclasse Broof, t3*). Chacune des cellules disposera d'écran de cantonnement en matériaux incombustibles (*Euroclasse A1 ou A2s1d0*). Les cantons associés auront une superficie inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> et une longueur maximale de 60 mètres. Des exutoires de fumée munis de commandes automatiques et manuelles seront installés. Ils seront distants d'au moins 7 mètres des parois coupe-feu. Leur surface utile représentera 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.

#### Chaudière :

Le mur de séparation avec la tour de tamisage, le plancher ainsi que le plafond du local chaudière présenteront un degré coupe-feu 2 heures (*Euroclasse REI 120*). La façade Sud-Est sera conçue comme paroi faible pour permettre l'évacuation de la surpression en cas d'explosion. Des ouvrants en façade avec commande manuelle placée à l'extérieur permettront le désenfumage. La chaudière disposera enfin d'une ventilation assurée par des ouvertures en partie haute et basse.

L'alimentation de la chaudière sera asservie à une détection de gaz. Une vanne quart de tour placée en coffret sous verre dormant et signalée permettra l'arrêt général de l'alimentation. Une détection incendie sera également installée dans la chaudière.

Une protection par fourreau métallique de la canalisation d'alimentation gaz sera mise en place le long de son parcours aérien en façade du bâtiment.

- Moyens d'intervention

Moyens internes :

Les deux magasins de stockage de matières premières et emballages, le local palettes et intercalaires ainsi que les deux halls du bâtiment de conditionnement seront protégés par un dispositif d'extinction automatique de type ESFR, conforme aux règles APSAS/CNPP. Celui-ci sera associé à une réserve d'eau de 1 700 m<sup>3</sup> qui permettra d'alimenter le réseau pendant deux heures.

Les autres moyens de lutte contre l'incendie à disposition sur le site seront les suivants :

- ⇒ un ensemble d'extincteurs adaptés aux risques,
- ⇒ un réseau de RIA permettant l'attaque du feu en deux directions opposées,
- ⇒ un réseau interne de 6 poteaux incendie de débit nominal égal à 60 m<sup>3</sup>/h. Le réseau pourra fournir en simultané un débit maximum 160 m<sup>3</sup>/h.

Les RIA et les poteaux incendie seront alimentés par la cuve de 1 700 m<sup>3</sup>. Cette dernière sera en outre munie de quatre raccords pompier et d'une aire de mise en place des engins d'intervention des secours externes de 16 mètres de long pour 4 de large.

Moyens externes :

Deux poteaux incendie publics sont installés le long de l'Avenue du Général de Gaulle. Ils présentent des débits de fonctionnement de 54 et 76 m<sup>3</sup>/h. Toutefois, le réseau public n'est pas dimensionné pour permettre leur utilisation en simultané.

Le centre de secours mobilisé en premier lieu en cas d'incident est celui de ROYE.

## **5. PROPOSITION DE L'INSPECTION**

La demande de la société SAINT LOUIS SUCRE porte sur l'exploitation d'une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre implantée sur le territoire de la commune de ROYE, parcelles cadastrées sections AH n°73 et ZE n°49.

L'examen du dossier produit à l'appui de cette requête, du registre d'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur, des avis rendus par les services consultés ainsi que des délibérations des conseils municipaux concernés fait apparaître que :

- ☞ le demandeur dispose à ce jour de capacités techniques et financières en rapport avec son activité,
- ☞ les installations seront rendues conformes à la réglementation en vigueur,
- ☞ la procédure d'instruction de la demande d'autorisation prévue par la législation a été conduite,
- ☞ moyennant les mesures spécifiées par le projet d'arrêté préfectoral porté en annexe, les inconvénients potentiels de l'établissement pourront être prévenus.

Compte tenu des éléments exposés dans ce rapport, l'Inspection des Installations Classées propose d'émettre un avis favorable à la demande de la S.N.C. SAINT LOUIS SUCRE et soumet à l'approbation de la Commission Départementale Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques le projet d'arrêté préfectoral ci-joint visant à réglementer l'exploitation de l'unité EUROPAC.

Conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, la délivrance de l'autorisation sera subordonnée à la prise en compte dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers des distances d'éloignement définies au § 4.3.5. – Porter à connaissance « risques technologiques » - Maîtrise de l'urbanisation – du présent rapport. Aussi, préalablement à la délivrance de l'autorisation, il apparaît nécessaire de s'assurer de l'insertion de ces périmètres de protection dans le plan local d'urbanisme de la commune de ROYE.

Par ailleurs, il convient de rappeler ici que les activités de stockage de matières combustibles génèrent des zones de dangers impactant des terrains agricoles voisins des limites d'emprises du projet EUROPAC sans que ne soient prévues l'instauration de mesures de maîtrise de l'urbanisme. En conséquence, je propose que M. le Préfet informe le maire de ROYE de cet état de fait.

Sous réserve de l'appréciation par les services compétents, les zones à risques ne nécessitent pas l'élaboration d'un plan de secours externe (PSS).